

# COI Focus

## MALI

### Situation sécuritaire

26 juillet 2019 (mise à jour)

Cedoca

Langue de l'original : français

#### DISCLAIMER:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande de protection internationale. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et il a été rédigé conformément aux dispositions légales en vigueur.

Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.

Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.

La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual applications for international protection. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the application for international protection. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.

The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.

All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.

This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

## Contenu

<b>Liste des principaux sigles utilisés .....</b>	<b>3</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>5</b>
<b>1. Bref historique .....</b>	<b>6</b>
<b>2. Situation actuelle .....</b>	<b>7</b>
2.1. Développements politiques .....	7
2.2. Suivi de l'accord de paix .....	7
2.3. Situation sécuritaire .....	8
2.4. Relevé des incidents sécuritaires.....	10
2.4.1. Au nord.....	10
2.4.2. Au centre .....	13
2.4.3. Au sud .....	16
<b>3. Parties en présence .....</b>	<b>18</b>
3.1. Armée malienne .....	18
3.2. Forces internationales .....	19
3.2.1. MINUSMA .....	19
3.2.2. Opération Barkhane .....	19
3.3. Groupes armés .....	19
3.3.1. Groupes armés signataires de l'accord de paix .....	19
3.3.2. Groupes terroristes .....	20
3.3.3. Groupes d'autodéfense.....	21
<b>4. Typologie de la violence .....</b>	<b>22</b>
4.1. Attaques asymétriques .....	22
4.2. Violences intercommunautaires .....	23
4.3. Combats entre groupes signataires et djihadistes .....	24
4.4. Criminalité et banditisme .....	24
4.5. Violations des droits de l'homme.....	25
4.5.1. Violations commises par les groupes d'autodéfense .....	25
4.5.2. Violations commises par les groupes djihadistes .....	26
4.5.3. Violations commises par les forces de défense et de sécurité .....	27
4.5.4. Violations commises par les groupes armés signataires .....	27
<b>5. Cibles de la violence .....</b>	<b>27</b>
5.1. Civils.....	27
5.2. Forces internationales et nationales .....	28
5.3. Groupes armés signataires de l'accord de paix .....	29
<b>6. Répartition géographique.....</b>	<b>30</b>
<b>7. Déplacements de population .....</b>	<b>32</b>
<b>8. Impact de la violence sur la vie quotidienne .....</b>	<b>34</b>
8.1. Services de maintien de l'ordre et possibilité de protection des civils .....	34
8.2. Accès aux denrées de base .....	34
8.3. Accès à une aide médicale .....	35
8.4. Accès aux services publics .....	36
8.5. Liberté de mouvement et sécurité sur les axes routiers .....	36
8.6. Accès à l'aide humanitaire .....	36
8.7. Présence d'organisations humanitaires internationales.....	38
<b>Résumé .....</b>	<b>39</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>40</b>

## Liste des principaux sigles utilisés

ACCORD	Austrian Centre for Country of Origin and Asylum Research and Documentation
ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
AFP	Agence France-Presse
AMDH	Association malienne des droits de l'homme
AQMI	Al-Qaida au Maghreb islamique
ASS	Alliance pour le salut du Sahel
BBC	British Broadcasting Corporation
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CMA	Coordination des mouvements de l'Azawad
CMFPR	Coordination des mouvements et fronts patriotiques de résistance
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
DGSE	Direction générale de la sécurité d'Etat
DW	Deutsche Welle
EI	Etat islamique
EIGS	Etat islamique dans le Grand Sahara
EUTM	European Training Mission
FAMA	Forces armées maliennes
FIDH	Fédération internationale des ligues des droits de l'homme
FLM	Front de libération du Macina
GATIA	Groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés
GRIP	Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
GSIM	Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans
HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
HCUA	Haut conseil pour l'unité de l'Azawad
HRW	Human Rights Watch
ICG	International Crisis Group
MAA	Mouvement arabe de l'Azawad
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali
MISMA	Mission internationale de soutien au Mali
MNLA	Mouvement national de libération de l'Azawad
MOC	Mécanisme opérationnel de coordination
MSA	Mouvement pour le salut de l'Azawad
MUJAO	Mouvement pour l'unification et le jihad en Afrique de l'Ouest

OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs)
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
PDI	Personnes déplacées internes
RFI	Radio France internationale
RPM	Rassemblement pour le Mali
SEM	Secrétariat d'Etat aux migrations
USDOS	United States Department of State
VOA	Voice of America

## Introduction

L'objectif de la présente recherche consiste à dresser un état des lieux de la situation sécuritaire au Mali. Elle porte sur la période allant du 1<sup>er</sup> octobre 2018 au 30 juin 2019.

Ce document constitue une mise à jour du COI Focus *Mali. Situation sécuritaire* du 8 novembre 2018. Les recherches pour cette mise à jour ont été clôturées le 14 juillet 2019.

L'analyse se compose de huit parties. La première constitue un bref rappel historique du contexte général et des événements qui se sont déroulés au Mali à partir de 2012. La situation politique et sécuritaire est abordée dans le deuxième chapitre. Les parties en présence - forces armées nationales et internationales et groupes armés - sont passées en revue dans le troisième chapitre. Le chapitre suivant constitue une description de la violence (typologie et cibles). La répartition géographique de la violence, les déplacements de population consécutifs à celle-ci et les conséquences sur la vie quotidienne font l'objet des trois dernières sections.

Pour la rédaction de ce COI Focus, le Cedoca s'est appuyé sur des sources diverses, notamment les rapports périodiques du Secrétaire général au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU), ainsi que les rapports d'organisations non gouvernementales (ONG) internationales actives dans la défense des droits de l'homme, telles que Human Rights Watch (HRW) et d'ONG internationales impliquées dans la prévention et la résolution des conflits armés, comme International Crisis Group (ICG). Le Cedoca a également consulté la presse internationale et nationale.

À l'instar de sources telles que les Nations unies, le Cedoca fait la distinction entre les groupes armés qui ont signé l'accord de paix et les groupes non signataires. Pour désigner cette deuxième catégorie, le Cedoca utilise les termes de groupes terroristes, djihadistes ou encore groupes islamistes.

Les conditions de sécurité au Mali font l'objet d'un suivi continu par le Cedoca. Si des changements fondamentaux ou des développements modifiant significativement la situation sur place devaient se produire, le présent COI Focus serait mis à jour le plus rapidement possible.

## 1. Bref historique

Le conflit au Mali débute en janvier 2012 lorsque des rebelles du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) se soulèvent contre le gouvernement central de Bamako pour obtenir leur indépendance<sup>1</sup>.

En mars 2012, des officiers de l'armée renversent le président Amadou Toumani Touré au motif qu'il a été incapable d'endiguer la rébellion touareg<sup>2</sup>. Face à la pression internationale, les putschistes acceptent, dans le courant de la même année, de remettre le pouvoir à un gouvernement de transition<sup>3</sup>.

Pendant ce temps, les rebelles touareg, aidés par les groupes djihadistes Ansar Dine, le Mouvement pour l'unification et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) s'emparent des grandes villes du nord du pays (Kidal, Gao, Tombouctou). Par la suite, ces groupes terroristes supplantent en partie les rebelles touareg<sup>4</sup>. C'est pour arrêter leur progression qu'à partir de janvier 2013, à la demande du gouvernement malien, la France lance l'opération Serval<sup>5</sup>. A la même époque, la Mission internationale de soutien au Mali (MISMA) sous conduite de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se déploie au nord du Mali. La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) prend le relais en juillet 2013<sup>6</sup>.

En juin 2013, le gouvernement de transition signe avec deux organisations touareg, le MNLA et le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA), un « accord préliminaire à l'élection présidentielle et aux pourparlers inclusifs de paix au Mali », aussi appelé « accord de Ouagadougou »<sup>7</sup>. Ibrahim Boubacar Keïta est élu président de la République en août 2013<sup>8</sup>. Le gouvernement rétablit progressivement son autorité dans le nord et poursuit le dialogue avec les rebelles<sup>9</sup>.

En 2014, des négociations entre le gouvernement malien et les groupes non terroristes sont conduites par l'Algérie avec l'appui de la communauté internationale et des Nations unies. Elles débouchent, en mai-juin 2015, sur la signature d'un accord de paix entre le gouvernement, une coalition de groupes armés pro-gouvernementaux, couramment appelée la Plateforme, et l'ex-rébellion à dominante touareg regroupée dans la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), dénommée la Coordination<sup>10</sup>.

Les islamistes qui s'étaient emparés des régions du nord du Mali en 2012 ont été exclus de l'accord de paix<sup>11</sup>. Dispersés au nord suite à l'intervention militaire française de 2013, ils se sont progressivement reconstitués et implantés au centre<sup>12</sup>. A partir de 2015, leurs attaques visent le centre et aussi le sud du pays<sup>13</sup>.

Entre 2015 et 2017, en dépit de l'accord de paix qu'ils ont signé, les groupes armés de la Plateforme et de la Coordination s'affrontent régulièrement pour le contrôle de la ville de Kidal. Les belligérants

<sup>1</sup> Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 09/08/2018, p. 8, [url](#)

<sup>2</sup> FIDH, AMDH, 11/07/2012, p. 4, [url](#)

<sup>3</sup> GRIP, 18/04/2012, [url](#)

<sup>4</sup> FIDH, AMDH, 11/07/2012, p. 5, [url](#) ; Jeune Afrique (Grogga-Bada M.), 04/07/2012, [url](#) ; Jeune Afrique, 08/06/2012, [url](#) ; RFI, 12/07/2012, [url](#)

<sup>5</sup> RFI (Chanda T.), 23/07/2013, [url](#)

<sup>6</sup> RFI (Chanda T.), 23/07/2013, [url](#)

<sup>7</sup> RFI, 18/06/2013, [url](#)

<sup>8</sup> Le Figaro, 15/08/2013, [url](#)

<sup>9</sup> Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 09/08/2018, p. 8, [url](#)

<sup>10</sup> RFI, 20/06/2015, [url](#) ; Jeune Afrique (Mihoubi S.), 20/06/2016, [url](#)

<sup>11</sup> RFI (Jouve A.), 24/03/2016, [url](#)

<sup>12</sup> VOA, 05/05/2018, [url](#)

<sup>13</sup> Le Monde, 27/01/2018, [url](#)

signent une trêve le 22 août 2017 après que de nouvelles violences les aient à nouveau opposés en juillet 2017<sup>14</sup>. Un second cessez-le-feu intervient le 10 septembre 2017 suivi d'un accord de cessation définitive des hostilités le 20 septembre 2017<sup>15</sup>.

## 2. Situation actuelle

### 2.1. Développements politiques

Des élections présidentielles ont eu lieu les 29 juillet et 12 août 2018. Les quelque huit millions d'électeurs avaient le choix entre 24 candidats, les deux favoris étant le président Ibrahim Boubacar Keita et Soumaïla Cissé, le chef de file de l'opposition<sup>16</sup>. Ibrahim Boubacar Keita a finalement été réélu pour un nouveau mandat de cinq ans avec 67,17 % des voix contre 32,83 % pour Soumaïla Cissé<sup>17</sup>. Les observateurs nationaux et internationaux ont estimé que le scrutin s'était déroulé dans des conditions satisfaisantes malgré quelques irrégularités<sup>18</sup>.

Les élections législatives qui devaient initialement se tenir en octobre 2018 ont été reportées à plusieurs reprises. En février 2019, le gouvernement a présenté un chronogramme fixant la tenue d'élections législatives et d'un référendum constitutionnel pour juin 2019. Début avril 2019, plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Bamako contre la mauvaise gouvernance et l'escalade de la violence dans le centre du pays. La manifestation était organisée à l'initiative de dirigeants religieux, de leaders de l'opposition politique et de représentants de la société civile. Le 16 avril, le président Keita a annoncé l'envoi de troupes supplémentaires dans le centre du Mali. Le 17 avril, le président du groupe parlementaire du parti au pouvoir, le Rassemblement pour le Mali (RPM), en concertation avec les partis d'opposition, a présenté une motion de censure contre le gouvernement. Le 18 avril, le Premier ministre, Soumeylou Boubèye Maïga, a présenté sa démission et celle de son gouvernement. Depuis plusieurs mois, le Premier ministre faisait l'objet de vives critiques en raison de la dégradation de la situation sécuritaire. Le 22 avril, le président Keita a désigné Boubou Cissé, ancien ministre de l'Economie et des Finances, comme nouveau Premier ministre. Le 2 mai 2019, un accord politique a été signé entre certains partis politiques de l'opposition et les partis de la majorité. Si l'organisation d'élections législatives figure dans l'accord, elle n'est pas reprise au rang des priorités du futur gouvernement. Celui-ci a été formé le 5 mai 2019<sup>19</sup>.

Une nouvelle manifestation s'est tenue à Bamako le 21 juin. Les participants, entre 3.000 et 5.000, demandaient au gouvernement et à la communauté internationale que cessent les violences dans le centre du pays<sup>20</sup>.

### 2.2. Suivi de l'accord de paix

Dans son rapport paru en mars 2019, le Secrétaire général des Nations unies souligne la cessation complète des hostilités entre groupes armés signataires de l'accord de paix durant l'année 2018<sup>21</sup>.

---

<sup>14</sup> Jeune Afrique, 12/07/2017, [url](#) ; BBC, 07/07/2017, [url](#) ; Jeune Afrique, 24/08/2017, [url](#)

<sup>15</sup> Le Républicain via aBamako, 24/08/2017, [url](#) ; Liberté Algérie (Benyoub D.), 10/09/2017, [url](#)

<sup>16</sup> RFI, 29/07/2018, [url](#)

<sup>17</sup> La Libre, 16/08/2018, [url](#)

<sup>18</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 25/09/2018, p. 5, [url](#)

<sup>19</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 26/03/2019, p. 2, [url](#) ; Jeune Afrique (Sangho I.), 06/06/2019, [url](#) ; France 24, 19/04/2019, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 31/05/2019, p. 2, [url](#)

<sup>20</sup> France 24, 22/06/2019, [url](#)

<sup>21</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 26/03/2019, p. 2, [url](#)

Le centre Carter, une ONG américaine fondée par l'ancien président Jimmy Carter pour promouvoir la paix dans le monde, a été désigné en 2018 observateur indépendant de la mise en œuvre de l'accord de paix de 2015. Un rapport du centre Carter paru en février 2019 souligne :

« [L']année 2018 a été marquée par la cessation durable de la belligérance. Les incidents armés entre les Mouvements signataires, qui ont jalonné la période 2015 à 2017 malgré la signature de l'Accord, se sont transformés en une collaboration solide depuis la conclusion des accords d'Anéfis II en août 2017. Ce seul fait mérite reconnaissance et soutien. Tout au long de l'année, l'Observateur indépendant a constaté que les signataires de l'Accord étaient mutuellement déterminés à éviter un retour aux hostilités »<sup>22</sup>.

Le rapport de l'ONU de mai 2019 fait toutefois mention de tensions entre la CMA et des Daoussahak affiliés au Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA) qui ont dégénéré en affrontements violents les 4 et 12 mai 2019 à Talataye, dans la région de Gao. La MINUSMA a demandé aux belligérants de respecter les termes de l'accord de paix de 2015 et de résoudre leurs différends par la voie du dialogue<sup>23</sup>.

Le rapport de l'ONU de mars 2019 mentionne l'identification de 33.000 combattants appartenant aux différents groupes armés remplissant les conditions requises pour participer au processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) prévu par l'accord de paix de 2015 ainsi que la création d'un ministère chargé de coordonner la mise en œuvre de l'accord<sup>24</sup>. Le programme de DDR qui a démarré fin 2018 a déjà permis d'intégrer près de 1.500 anciens combattants au sein de l'armée<sup>25</sup>.

Lors d'une visite dans la région de Mopti en décembre 2018, le Premier ministre a annoncé le lancement d'initiatives de désarmement pour le centre du pays. En février 2019, 5.000 combattants, dont des membres de groupes d'autodéfense, des miliciens et des djihadistes repentis ont été préinscrits<sup>26</sup>.

### 2.3. Situation sécuritaire

Les rapports de mars et de mai 2019 du Secrétaire général des Nations unies sur la situation au Mali rapportent que la situation sécuritaire est complexe dans le nord et qu'elle ne cesse de se détériorer dans le centre du pays. Les raisons en sont les activités des groupes extrémistes violents et l'intensification des violences intercommunautaires. Les groupes terroristes ont mené des opérations visant les forces de défense et de sécurité, la MINUSMA et les forces internationales. La majorité de ces attaques ont été revendiquées par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM). Des violences intercommunautaires exacerbées par la présence de groupes djihadistes ont eu lieu dans la région de Mopti (centre), entre Peul et Dogon d'une part, entre Peul et Bambara de l'autre<sup>27</sup>. Le rapport onusien met l'accent sur l'apparition de groupes d'autodéfense ethniques et la prolifération d'armes dans le centre du pays, selon un article de France 24 du 7 juin 2019<sup>28</sup>.

L'état d'urgence, en vigueur pratiquement sans interruption depuis l'attentat djihadiste contre un hôtel de Bamako en novembre 2015, a été reconduit pour un an à compter du 31 octobre 2018<sup>29</sup>.

<sup>22</sup> The Carter Center, 18/02/2019, p. 2, [url](#)

<sup>23</sup> MINUSMA, 04/05/2019, [url](#)

<sup>24</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 26/03/2019, p. 4, [url](#)

<sup>25</sup> France 24, 07/06/2019, [url](#)

<sup>26</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 26/03/2019, p. 2, [url](#)

<sup>27</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 26/03/2019, pp. 6-8, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 31/05/2019, p. 4, [url](#)

<sup>28</sup> France 24, 07/06/2019, [url](#)

<sup>29</sup> VOA, 25/10/2018, [url](#)

En mars 2019, après l'attaque d'un village peul dans le centre du Mali et la mort de plus d'une centaine de civils, le président Keïta a procédé au limogeage des trois principaux chefs de l'armée : le chef d'état-major des armées, celui de l'armée de terre et celui de l'armée de l'air<sup>30</sup>. En juin 2019, le général Sidi Alassane Touré a été destitué de son poste de gouverneur de la région de Mopti suite à l'attaque du village dogon de Sobane Da<sup>31</sup>.

Mi-juin 2019, les autorités maliennes ont demandé au Conseil de sécurité des Nations unies un renforcement du soutien de la MINUSMA dans le centre du pays, afin de mettre un terme au cycle des violences et permettre le retour de l'administration et des services sociaux de base<sup>32</sup>. A quelques semaines de l'expiration du mandat de la MINUSMA fin juin 2019, Antonio Guterres s'est exprimé sur le renouvellement de celui-ci. Selon le Secrétaire général des Nations unies, l'effort sécuritaire doit se concentrer dans la région centrale de Mopti où les tensions intercommunautaires et les attaques terroristes s'intensifient. Si une augmentation du contingent de la mission n'est pas à l'ordre du jour, les Nations unies doivent toutefois changer de stratégie et transférer une patrouille de Bamako vers la région centrale, selon Antonio Guterres<sup>33</sup>. Fin juin 2019, la presse fait état de la création par l'ONU d'un « secteur centre » qui couvrira la région de Mopti. La MINUSMA annonce par ailleurs sur son site un « plan d'urgence » dénommé Oryx dont l'une des priorités sera la multiplication des patrouilles dans les zones sensibles. Le plan permettra également un soutien aux autorités maliennes dans la lutte contre l'impunité, la création de couloirs humanitaires afin de faire parvenir l'aide d'urgence et l'initiation de projets de médiation afin de réconcilier les populations<sup>34</sup>.

La résolution 2480 du 28 juin 2019 du Conseil de sécurité des Nations unies renouvelant le mandat de la MINUSMA pour une année tire « les conséquences de la dégradation de la situation dans le centre », selon François Delattre, le représentant permanent de la France auprès des Nations unies qui s'est exprimé à l'annonce du renouvellement du mandat de la mission<sup>35</sup>.

La presse malienne annonce la signature à Sévaré (région de Mopti, au centre) le 1<sup>er</sup> juillet 2019 d'un pacte entre les groupes d'autodéfense peul et dogon sous l'égide du ministère de la Cohésion sociale, de la Paix et de la Réconciliation nationale. Les belligérants s'engagent à renoncer à la violence sur toute l'étendue de la région de Mopti<sup>36</sup>.

Au niveau régional, le Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé en juin 2017 le déploiement d'une force antiterroriste dans le Sahel, le G5 Sahel<sup>37</sup>. Cette mesure faisait suite à une décision prise quelques mois plus tôt par le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad de mettre sur pied une force conjointe afin de lutter contre les réseaux terroristes et extrémistes violents, la prolifération d'armes et la criminalité transnationale organisée<sup>38</sup>. Au milieu de l'année 2018, les forces du G5 Sahel appuyées par la force française Barkhane avaient mené trois opérations dans la zone des trois frontières, entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso<sup>39</sup>. Le G5 Sahel a suspendu ses activités après une attaque djihadiste contre son quartier général de Sévaré, dans le centre du Mali, le 29 juin 2018. En janvier 2019, la presse internationale a annoncé la reprise des opérations de la force conjointe<sup>40</sup>. Celle-ci a mené trois opérations à l'ouest, au centre et à l'est du Mali entre les mois de janvier et mars 2019<sup>41</sup>.

<sup>30</sup> RFI, 24/03/2019, [url](#)

<sup>31</sup> Jeune Afrique, 13/06/2019, [url](#)

<sup>32</sup> Le Monde, 13/06/2019, [url](#)

<sup>33</sup> France 24, 07/06/2019, [url](#)

<sup>34</sup> Jeune Afrique, 25/06/2019, [url](#) ; MINUSMA, 23/06/2019, [url](#)

<sup>35</sup> DW (Anaki L.), 28/06/2019, [url](#)

<sup>36</sup> L'Indicateur du Renouveau via Bamada, 03/07/2019, [url](#)

<sup>37</sup> Courrier international (Gounon C.), 22/06/2017, [url](#)

<sup>38</sup> Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 30/03/2017, p. 6, [url](#)

<sup>39</sup> Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 09/08/2018, p. 48, [url](#)

<sup>40</sup> Jeune Afrique, 20/01/2019, [url](#)

<sup>41</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 26/03/2019, p. 6, [url](#)

## 2.4. Relevé des incidents sécuritaires

Bien que le présent document ne concerne que la période allant du 1<sup>er</sup> octobre 2018 au 30 juin 2019, le Cedoca a repris, dans la chronologie ci-après, tous les événements survenus depuis janvier 2018.

Le relevé des incidents ne prétend pas à l'exhaustivité mais se veut le plus complet possible.



Carte administrative du Mali<sup>42</sup>

### 2.4.1. Au nord

Les régions de Kidal, Gao, Tombouctou, Ménaka et Taoudénit se trouvent au nord du Mali.

#### En 2018

Le 6 janvier 2018, des présumés terroristes attaquent une position de combattants du Groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA), groupe signataire de l'accord de paix qui participe à la sécurisation de la zone sahélo-saharienne. L'attaque a lieu à Andéramboukane, localité du nord-est du Mali proche de la frontière nigérienne. Les membres d'un groupe djihadiste dirigé par Adnan Abou Walid al-Sahraoui qui a fait allégeance à l'organisation Etat islamique (EI) sont soupçonnés d'être les auteurs de l'attaque. Le bilan est de trois morts parmi les combattants du GATIA<sup>43</sup>.

<sup>42</sup> Wikimedia, s.d., [url](#)

Jusqu'en 2012, le Mali était constitué de huit régions administratives. Deux nouvelles régions sont créées au nord du pays en 2012 : Taoudénit qui faisait auparavant partie de la région de Tombouctou, et Ménaka qui faisait partie de la région de Gao. Voir : Confédération suisse, SEM, 14/03/2016, [url](#)

<sup>43</sup> RFI, 07/01/2018, [url](#)

Le 11 janvier 2018, un convoi de la force Barkhane est attaqué par un véhicule piégé dans le nord-est, à la frontière avec le Niger. Trois soldats français sont blessés dont un grièvement. L'attaque est revendiquée par le groupe d'Adnan Abou Walid al-Sahraoui. Le journal français Le Parisien qui rapporte l'information relève que la date n'a pas été choisie au hasard mais qu'elle correspond au cinquième anniversaire de la présence militaire française au Mali<sup>44</sup>.

Le 27 janvier 2018, quatorze soldats de l'armée malienne sont tués et dix-huit autres blessés lors de l'attaque de leur camp à Soumpi, dans la région de Tombouctou<sup>45</sup>.

Le 28 janvier 2018, le camp de la garde nationale de Ménaka est attaqué par un terroriste kamikaze, tuant quatre soldats<sup>46</sup>.

Début février 2018, la commune de Talataye dans la région de Gao est la cible d'une attaque des djihadistes d'Adnan Abou Walid al-Sahraoui repoussée par le MSA, groupe armé signataire de l'accord de paix. Le bilan est d'au moins quatre civils tués par les terroristes et de plusieurs personnes prises en otage<sup>47</sup>.

Le 21 février 2018, dans la région de Gao, deux soldats français de l'opération Barkhane sont tués et un troisième blessé lors de l'explosion d'une bombe artisanale au passage de leur véhicule blindé<sup>48</sup>.

Le 22 mars 2018, des tirs de mortier ciblent la base commune de Barkhane et de la MINUSMA à Kidal, blessant cinq militaires français<sup>49</sup>.

Le 5 avril 2018, une attaque au mortier contre le camp de la MINUSMA à Aguelhok fait deux morts et dix blessés dans les rangs des casques bleus<sup>50</sup>.

Le 14 avril 2018, un casque bleu est tué dans une attaque menée contre le camp des forces de Barkhane et de la MINUSMA à Tombouctou. Sept casques bleus, sept militaires français et deux civils maliens sont en outre blessés. L'attaque est revendiquée par le GSIM<sup>51</sup>.

L'Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS) revendique la mort d'un officier du GATIA tué par deux individus armés le 15 avril 2018 à Gossi, dans la région de Tombouctou<sup>52</sup>.

Le 22 avril 2018, des tirs d'obus visent les camps de l'armée malienne et de la MINUSMA à Tombouctou sans faire de victimes<sup>53</sup>. Cet incident survient au lendemain de l'annonce par l'armée malienne de la neutralisation de quinze terroristes dans le centre du Mali<sup>54</sup>.

Fin avril 2018, deux attaques à deux jours d'intervalle font une quarantaine de victimes civiles dans la région de Ménaka. Selon une source officielle locale reprise par Radio France internationale (RFI), les assaillants sont décrits comme des « Peuls à moto » faisant partie de l'EI. Il pourrait s'agir de représailles suite à des opérations du MSA et du GATIA qui sécurisent la zone avec le soutien de la force Barkhane. Le 1<sup>er</sup> mai 2018, dix-sept autres personnes sont mortes à Ménaka<sup>55</sup>. Les victimes des violences de Ménaka appartiennent essentiellement à deux communautés : celle des Touareg daoussahak et celle des Peul<sup>56</sup>. Quant à savoir qui sont les auteurs de ces violences, RFI note qu'il est

<sup>44</sup> Le Parisien, 12/01/2018, [url](#)

<sup>45</sup> Le Monde, 27/01/2018, [url](#)

<sup>46</sup> VOA, 28/01/2018, [url](#)

<sup>47</sup> RFI, 05/02/2018, [url](#)

<sup>48</sup> Huffpost (Berthelier A.), 21/02/2018, [url](#)

<sup>49</sup> Opex360 (Lagneau L.), 22/03/2018, [url](#)

<sup>50</sup> MINUSMA, 06/04/2018, [url](#)

<sup>51</sup> Le Monde, 22/04/2018, [url](#)

<sup>52</sup> Le Monde, 22/04/2018, [url](#)

<sup>53</sup> Le Monde, 22/04/2018, [url](#)

<sup>54</sup> VOA, 22/04/2018, [url](#)

<sup>55</sup> RFI, 03/05/2018, [url](#)

<sup>56</sup> RFI, 03/05/2018, [url](#)

difficile de dire « [...] si ces civils ont été tués par des terroristes, par des forces qui luttent contre ces terroristes ou s'ils sont victimes d'amalgames et de représailles sur des bases communautaires »<sup>57</sup>. Suite aux événements de Ménaka, les groupes armés du MSA et du GATIA composés essentiellement de Touareg et le groupe armé peul Ganda Izo ont signé un accord pour la sécurisation des civils et de leurs biens dans la région et demandé l'appui des forces nationales et internationales<sup>58</sup>.

Le 9 mai 2018, des hommes armés attaquent un véhicule transportant des civils entre Indelimane et Ménaka. Six personnes sont tuées. Les assaillants investissent ensuite un campement et y tuent d'autres personnes. Les victimes sont des Touareg daoussahak, selon des informations figurant sur la page Facebook du GATIA et reprises par Maliactu<sup>59</sup>. Le 18 mai 2018, dix-sept civils sont tués par des hommes armés non identifiés dans la commune nigérienne d'Inatès, située à la frontière malienne. Studio Tamani, se basant sur des sources officielles et sécuritaires nigériennes, rapporte que les victimes sont d'ethnie peul et qu'il s'agit vraisemblablement d'une opération en représailles aux violences contre les Touareg maliens quelques jours plus tôt<sup>60</sup>.

Le 26 mai 2018, une vingtaine de personnes perdent la vie dans une attaque menée par des présumés djihadistes à Talataye, dans le nord-est, non loin de la frontière nigérienne. Les assaillants ont profité de la tenue du marché hebdomadaire de Talataye pour investir le poste de contrôle tenu par des hommes en armes appartenant au MSA. Le bilan est d'une vingtaine de morts dont des civils et quatre membres du MSA<sup>61</sup>.

Le 2 juin 2018, le camp de la MINUSMA à Kidal est visé par des tirs d'obus. L'attaque est menée par des inconnus armés. Plusieurs civils sont légèrement blessés suite à un mouvement de panique provoqué par l'attaque<sup>62</sup>.

Le 1er juillet 2018, dans la région de Gao, une attaque visant un convoi de la force Barkhane fait quatre victimes civiles<sup>63</sup>.

Le 15 juillet 2018, des djihadistes présumés investissent le village d'Injagalane (région de Ménaka) tuant quatorze civils. Ils appartenaient aux communautés touareg ibogolitane et idarfane, selon un communiqué commun du GATIA et du MSA repris par Le Monde<sup>64</sup>.

Le 25 septembre 2018, au moins douze civils, principalement des jeunes, appartenant à la communauté des Touareg ibogolitane sont tués par un groupe armé non identifié, à une cinquantaine de kilomètres de Ménaka. Un élu local a indiqué à l'Agence France-Presse (AFP) qu'il était difficile de déterminer s'il s'agissait d'une action terroriste ou d'un conflit entre membres d'une même tribu<sup>65</sup>.

Le 16 octobre 2018, à 200 km au sud-ouest de Gao, de violents combats opposent des soldats de l'armée malienne et des combattants djihadistes. La force Barkhane est intervenue en renfort par les airs<sup>66</sup>.

Le 27 octobre 2018, des hommes armés attaquent les positions de la MINUSMA à Ber, une localité située non loin de Tombouctou. Le bilan est de deux casques bleus tués et cinq blessés. Selon une

<sup>57</sup> RFI, 03/05/2018, [url](#)

<sup>58</sup> Bamada, 06/05/2018, [url](#)

<sup>59</sup> Liberté Algérie, 10/05/2018, [url](#) ; Maliactu, 11/05/2018, [url](#)

<sup>60</sup> Studio Tamani, 20/05/2018, [url](#)

<sup>61</sup> Le Monde, 28/05/2018, [url](#)

<sup>62</sup> Alakhbar, 02/06/2018, [url](#)

<sup>63</sup> ICG, *Crisis Watch July 2018. Mali, s.d.*, [url](#)

<sup>64</sup> Reuters, 16/07/2018, [url](#) ; Le Monde, 16/07/2018, [url](#)

<sup>65</sup> Opex360 (Lagneau L.), 26/09/2018, [url](#)

<sup>66</sup> RFI, 18/10/2018, [url](#)

source médicale rapportée par RFI, des enfants ont été blessés par balles. Bien que l'attaque n'ait pas été revendiquée, les observateurs la qualifient d'attaque terroriste<sup>67</sup>.

Le 13 novembre 2018, à Gao, un attentat suicide à l'aide d'un véhicule contenant des explosifs est revendiqué par le GSIM. Le bilan est de trois morts et six blessés dont des étrangers travaillant pour une société sous-traitante du service de l'action antimines des Nations unies<sup>68</sup>.

Dans un compte-rendu de violences à l'encontre de civils par des milices armées publié le 18 décembre 2018, HRW fait mention d'une attaque le 12 décembre 2018, au nord de la région de Ménaka, à la frontière entre le Mali et le Niger ayant fait plus d'une quarantaine de victimes. Mené par des Peul armés contre deux camps de nomades touareg de la tribu daoussahak, l'assaut visait exclusivement les hommes, les adolescents et les garçons, selon HRW. Les assaillants se sont ensuite repliés vers le Niger<sup>69</sup>.

Le 19 décembre 2018, six civils touareg sont tués lors de l'attaque de leur campement situé dans le cercle<sup>70</sup> d'Anderamboukane (région de Ménaka) par des hommes armés venus du Niger voisin. Des combattants du MSA prennent en chasse les assaillants, un affrontement a lieu entre les deux groupes à la frontière nigérienne, faisant trois morts et deux blessés dans les rangs du MSA<sup>71</sup>.

### En 2019

Le 15 janvier 2019, des combattants du MSA et des civils sont exécutés par des hommes armés de l'EIGS lors de l'attaque de deux campements touareg, à proximité de Ménaka. Les assaillants ont ciblé leurs victimes parmi la communauté daoussahak et épargné la communauté iboghilitane, selon une source sécuritaire locale rapportée par Jeune Afrique. Le bilan est de sept combattants du MSA et dix-huit civils tués dans le village de Inekar-Ouest et de trois combattants du MSA et neuf civils tués dans le village de Taghatert<sup>72</sup>.

### 2.4.2. Au centre

Les régions de Mopti et de Ségou se trouvent au centre du Mali.

### En 2018

L'assassinat d'un enseignant coranique dogon dans la localité de Mondoro (cercle de Douentza, région de Mopti) le 30 décembre 2017 déclenche une série d'événements violents dont les plus meurtriers ont lieu les 15 et 17 janvier 2018. Une douzaine de membres de la communauté dogon sont tués et huit Peul trouvent la mort dans des actions de représailles<sup>73</sup>.

Le 25 janvier 2018, un autobus en provenance du Burkina Faso heurte un engin explosif improvisé sur la route à proximité de la ville de Boni (cercle de Douentza, région de Mopti), tuant 26 civils, dont des femmes et des enfants<sup>74</sup>.

Le 10 février 2018, trois personnes d'ethnie dogon sont tuées par des hommes armés lors de l'attaque de leur village de Tonou, dans la région de Mopti. Ces faits sont intervenus après que des chasseurs dogon ont tué des bergers peul avec lesquels ils étaient en conflit<sup>75</sup>.

<sup>67</sup> RFI, 28/10/2018, [url](#)

<sup>68</sup> Koaci, 13/11/2018, [url](#)

<sup>69</sup> HRW, 18/12/2018, [url](#)

<sup>70</sup> Le cercle est un regroupement de plusieurs localités

<sup>71</sup> Bamada, 20/12/2018, [url](#)

<sup>72</sup> Jeune Afrique (Baba A.), 17/01/2019, [url](#)

<sup>73</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 29/03/2018, p. 9, [url](#)

<sup>74</sup> MINUSMA, 09/02/2018, [url](#)

<sup>75</sup> ICG, *Crisis Watch February 2018. Mali*, s.d., [url](#)

Le 21 février 2018, à Nangarabakan, dans la région de Ségou, sept civils sont enlevés. L'armée est accusée de les avoir tués. Le gouvernement a reconnu la mort de civils et annoncé l'ouverture d'une enquête<sup>76</sup>.

Le 27 février 2018, six soldats maliens sont tués dans la région de Mopti, puis le lendemain quatre casques bleus, après que leurs véhicules respectifs ont heurté des mines improvisées<sup>77</sup>.

Le 8 mars 2018, dans la région de Mopti, des assaillants attaquent un contingent de l'armée dont le véhicule a heurté une mine improvisée, tuant quatre soldats<sup>78</sup>.

ICG fait état de violences inter-ethniques en mars 2018 dans la région de Mopti. Ainsi, le 9 mars, des hommes armés auraient attaqué les villages dogon de Sabère Darah et Diankabou dans le cercle de Koro. Le 11 mars, des chasseurs dogon auraient tué deux éleveurs peul et incendié plusieurs maisons appartenant à des Peul à Madougou. Le 13 mars, le président de l'association Tabital Pulaaku qui défend les droits des Peul, déclare que les milices dogon ont tué au moins 25 civils peul au cours des huit derniers jours. Le 18 mars, les communautés peul et dogon s'affrontent autour de la localité de Koro. Une dizaine de personnes sont tuées et le village de Sabère Darah est incendié<sup>79</sup>.

Le 2 avril 2018, des hommes armés prennent d'assaut un poste de contrôle dans la région de Ségou, tuant un gendarme<sup>80</sup>.

Le 7 mai 2018, des hommes non identifiés investissent la localité de Bandiagara, causant des dégâts matériels considérables<sup>81</sup>.

Le 19 mai 2018, au moins douze civils sont tués dans la localité de Boulikessi, non loin de la frontière burkinabè (région de Mopti). La presse indique qu'il pourrait s'agir d'une riposte de membres de l'armée suite à la mort d'un militaire tué par un individu armé<sup>82</sup>. Un mois plus tard, la MINUSMA a conclu, au terme d'une enquête, à des exécutions de civils par des militaires maliens de la force conjointe du G5 Sahel en représailles à la mort d'un des leurs<sup>83</sup>.

Le 9 juin 2018, des individus attaquent un convoi de l'armée, tuant deux militaires. Le même jour, des hommes armés suspectés d'être des djihadistes affrontent l'armée à Boni. Trois soldats et treize assaillants sont tués au cours du combat<sup>84</sup>.

Le 23 juin 2018, au moins 32 civils peul sont tués au cours d'une opération attribuée à des chasseurs traditionnels dozos<sup>85</sup>.

Le 29 juin 2018, le quartier général du G5 Sahel à Sévaré est visé par une attaque kamikaze. L'attentat, revendiqué par AQMI, cause la mort d'un militaire. Il s'agit de la première action visant le quartier général du G5 Sahel depuis sa création en 2017, selon Africanews<sup>86</sup>.

Le 22 juillet 2018, dans la région de Ségou, des djihadistes attaquent une patrouille de l'armée dans la forêt de Soumouni, tuant un soldat<sup>87</sup>.

<sup>76</sup> ICG, *Crisis Watch February 2018. Mali*, s.d., [url](#)

<sup>77</sup> ICG, *Crisis Watch February 2018. Mali*, s.d., [url](#)

<sup>78</sup> ICG, *Crisis Watch March 2018. Mali*, s.d., [url](#)

<sup>79</sup> ICG, *Crisis Watch March 2018. Mali*, s.d., [url](#)

<sup>80</sup> ICG, *Crisis Watch April 2018. Mali*, s.d., [url](#)

<sup>81</sup> ICG, *Crisis Watch May 2018. Mali*, s.d., [url](#)

<sup>82</sup> Banouto, 21/05/2018, [url](#) ; RFI, 21/05/2018, [url](#) ; Le Monde, 21/05/2018, [url](#)

<sup>83</sup> RFI, 27/06/2018, [url](#)

<sup>84</sup> ICG, *Crisis Watch June 2018. Mali*, s.d., [url](#)

<sup>85</sup> Jeune Afrique, 24/06/2018, [url](#)

<sup>86</sup> Africanews, 30/06/2018, [url](#)

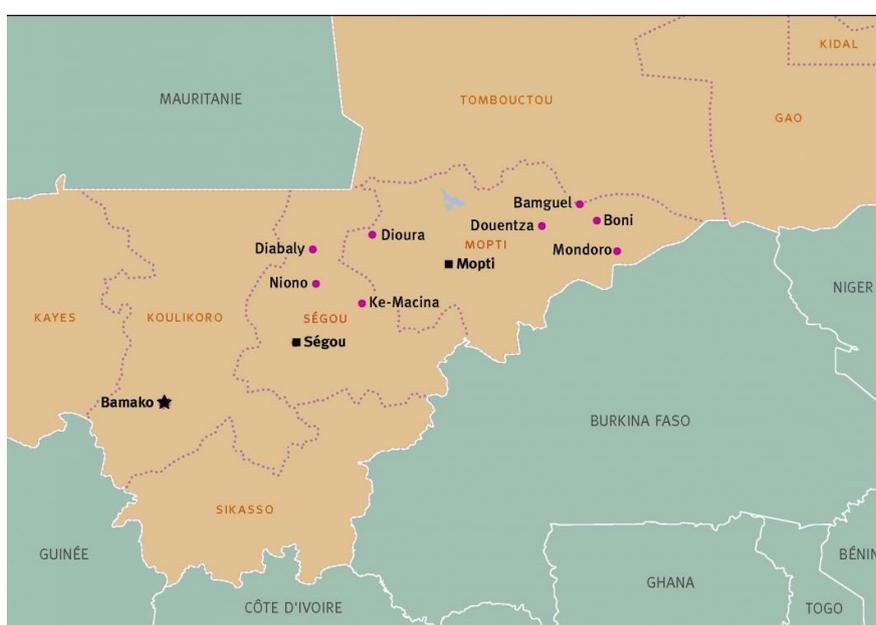
<sup>87</sup> Mali7, 31/08/2018, [url](#)

Le 25 juillet 2018, dans le village de Somena (région de Mopti), des violences intercommunautaires entre groupes d'autodéfense peul et dogon font dix-sept victimes<sup>88</sup>.

Le 31 juillet 2018, un convoi militaire transportant du matériel électoral tombe dans une embuscade tendue par des djihadistes sur la route entre Nampala et Dogofri (région de Ségou). Un bilan provisoire repris par RFI fait état d'au moins quatre militaires tués tandis que huit militaires sont portés disparus<sup>89</sup>.

Le 7 août 2018, dans la région de Mopti, un groupe d'autodéfense dogon s'oppose à des hommes armés peul affiliés à une milice, l'Alliance pour le salut du Sahel (ASS) ainsi qu'à des civils peul. Des miliciens dogon auraient enlevé et tué au moins onze civils peul près de la localité de Sofara<sup>90</sup>.

Le 26 septembre 2018, sept militaires maliens et un chauffeur civil sont tués après que leurs deux véhicules ont sauté sur des engins explosifs improvisés. Cette attaque terroriste s'est produite entre Tombouctou (nord) et Mopti (centre)<sup>91</sup>.



Région centrale du Mali<sup>92</sup>

Dans son compte-rendu du 18 décembre 2018, HRW fait état de trois attaques distinctes menées les 5, 12 et 13 décembre 2018 par des milices dogon et qui ont tué au moins 34 civils peul dans le cercle de Bankass (région de Mopti). HRW attribue la responsabilité de ces violences à la milice dogon Dan Na Ambassagou<sup>93</sup>.

### En 2019

Le 1<sup>er</sup> janvier 2019, dans le village de Koulogon (cercle de Bankass, région de Mopti), 37 habitants d'un village peul sont tués par des hommes armés présentés par les autorités comme des chasseurs

<sup>88</sup> ICG, *Crisis Watch July 2018. Mali*, s.d., [url](#)

<sup>89</sup> RFI, 31/07/2018, [url](#)

<sup>90</sup> ICG, *Crisis Watch August 2018. Mali*, s.d., [url](#)

<sup>91</sup> Le Figaro, 27/09/2018, [url](#)

<sup>92</sup> HRW, 05/04/2017, [url](#)

<sup>93</sup> HRW, 18/12/2018, [url](#)

traditionnels dozos, lesquels prétendent protéger les Dogon contre les Peul. Sept suspects sont arrêtés. Le Premier ministre, Soumeylou Boubèye Maïga, déclare à cette occasion que la sécurisation du centre du pays constitue la priorité de son gouvernement<sup>94</sup>.

Le 16 février 2019, dans la commune de Diankabou (cercle de Koro, région de Mopti), dix-sept civils sont tués et quinze autres blessés dans l'explosion d'un cadavre piégé. Selon une source sécuritaire malienne reprise par la presse, il s'agit là d'une méthode utilisée par les djihadistes pour faire le plus de victimes possible<sup>95</sup>.

Le 1<sup>er</sup> mars 2019, neuf soldats maliens détachés auprès de la force du G5 Sahel sont tués par l'explosion d'une bombe lors du passage de leur véhicule. L'incident s'est produit à Boulikessi, dans la région de Mopti, non loin de la frontière avec le Burkina Faso<sup>96</sup>.

Le 23 mars 2019, 134 civils du village peul d'Ogossagou, dans le cercle de Bankass (région de Mopti) sont tués et 55 autres blessés, selon un décompte fait par les Nations unies. Des sources sécuritaires locales en imputent la responsabilité aux chasseurs traditionnels dozos<sup>97</sup>. Un bilan établi quelques jours plus tard par un élu local de Bankass et confirmé par une source sécuritaire malienne fait état de 160 morts<sup>98</sup>. Le 26 mars 2019, six habitants de villages dogon du cercle de Bangass sont tués et des maisons incendiées au cours de plusieurs attaques distinctes dans ce qui pourrait constituer des représailles au massacre d'Ogossagou, selon la presse. Les Nations unies appellent à mettre fin à la spirale de violence<sup>99</sup>.

Dans la nuit du 10 au 11 juin 2019, des habitants du village dogon de Sobane Da, dans le cercle de Koro (région de Mopti), sont tués par des hommes armés. Un premier bilan fait état de 95 morts<sup>100</sup>. Dans un article publié le 11 juin 2019, RFI indique qu'en l'absence de revendications, deux pistes sont envisageables. La localité de Sobane Da étant majoritairement catholique et animiste, l'attaque pourrait être le fait d'islamistes. L'essentiel des troupes de la milice dogon Dan Nan Ambassagou provenant de Sobane Da, la seconde hypothèse est celle d'un acte de représailles suite à l'assaut contre le village peul d'Ogossagou en mars 2019<sup>101</sup>. Quelques jours après les événements de Sobane Da, les autorités maliennes revoient le nombre de victimes à la baisse et déclarent que 35 personnes (11 adultes et 24 enfants) ont été tuées<sup>102</sup>.

Le 17 juin 2019, les villages dogon de Gangafani et de Yoro, dans le cercle de Koro (région de Mopti) près de la frontière burkinabè, sont frappés par des attaques commises par des « éléments peuls armés », selon un document interne de l'ONU que la presse a pu se procurer. Le bilan est de 41 victimes<sup>103</sup>.

### 2.4.3. Au sud

Les régions de Koulikoro, Sikasso, Kayes ainsi que le district urbain de Bamako se situent dans la partie sud du pays.

<sup>94</sup> Jeune Afrique, 02/01/2019, [url](#)

<sup>95</sup> Le Télégramme, 27/02/2019, [url](#)

<sup>96</sup> The Defense Post (Kelly F.), 01/03/2019, [url](#)

<sup>97</sup> ABamako, 24/03/2019, [url](#)

<sup>98</sup> ABamako, 25/03/2019, [url](#)

<sup>99</sup> La Libre, 27/03/2019, [url](#)

<sup>100</sup> Africanews, 10/06/2019, [url](#)

<sup>101</sup> RFI, 11/06/2019, [url](#)

<sup>102</sup> Le Républicain (Sogodogo A.) via Maliactu, 13/06/2019, [url](#)

<sup>103</sup> La Libre, 20/06/2019, [url](#)

Les recherches menées par le Cedoca, notamment la consultation de la presse et des bulletins mensuels publiés par ICG (Crisis Watch) pour l'année 2018 et les six premiers mois de 2019, n'amènent que les résultats ci-après.

### En 2018

Le 23 janvier 2018, deux douaniers sont tués dans le village de Toubakoro, dans le cercle de Banamba (région de Koulikoro). Des sources sécuritaires locales reprises par la presse parlent de l'implication de djihadistes<sup>104</sup>.

Le 4 juillet 2018, des individus armés tuent deux gendarmes, dans la région de Koulikoro<sup>105</sup>.

Le 11 août 2018 à Bamako, les forces de sécurité arrêtent trois membres d'un commando suspecté de planifier un attentat durant le second tour de l'élection présidentielle<sup>106</sup>.

En décembre 2018, quatre terroristes soupçonnés de préparer des attentats pour les fêtes de fin d'année à Bamako, ainsi qu'à Ouagadougou et Abidjan sont arrêtés à Koutiala (région de Sikasso). Selon un communiqué de la Direction générale de la sécurité d'Etat (DGSE), les quatre personnes arrêtées ont participé à un double attentat début mars 2018 à Ouagadougou et sont par ailleurs impliquées dans l'enlèvement d'une religieuse colombienne en février 2017 à Karangasso, dans les environs de Koutiala<sup>107</sup>.

### En 2019

Le 22 février 2019, trois casques bleus guinéens sont tués lors d'une attaque armée dans la localité de Siby, près de Bamako<sup>108</sup>.

Dans la nuit du 23 au 24 février 2019, le centre de formation militaire de la European Training Mission (EUTM) Mali à Koulikoro est l'objet d'une attaque terroriste à la voiture piégée. Deux militaires maliens sont blessés, il n'y a pas de victimes du côté européen. Le site d'informations Bruxelles2 (B2) rapporte que cet attentat visait à la fois les militaires européens et maliens. Le camp de Koulikoro se situe à une cinquantaine de kilomètres au nord-est de Bamako. Il constitue le principal centre de formation de l'armée malienne. C'est dans ce camp qu'ont lieu la plupart des formations assurées par les militaires européens depuis l'installation de la mission EUTM Mali en 2013. Cet attentat survient après l'annonce de la mort du numéro deux de AQMI au Mali, l'Algérien Yahia Abou Hamman, abattu quelques jours plus tôt par des soldats de Barkhane dans la région de Tombouctou. L'attaque contre le camp de Koulikoro a été revendiquée par le GSIM<sup>109</sup>.

Le 21 avril 2019, une attaque terroriste vise une position tenue par l'armée malienne à Guiré, dans le cercle de Nara (région de Koulikoro), à environ 260 kilomètres de la capitale. Une dizaine de soldats maliens sont tués. The Defense Post note que la plupart des attaques contre les forces de défense et de sécurité sont le fait du GSIM<sup>110</sup>.

<sup>104</sup> L'Orient-Le Jour, 24/01/2018, [url](#)

<sup>105</sup> ICG, *Crisis Watch July 2018. Mali*, s.d., [url](#)

<sup>106</sup> ICG, *Crisis Watch August 2018. Mali*, s.d., [url](#)

<sup>107</sup> Le Figaro, 13/12/2018, [url](#) ; Xinhuanet, 14/12/2018, [url](#)

<sup>108</sup> Africaguinee, 23/02/2019, [url](#)

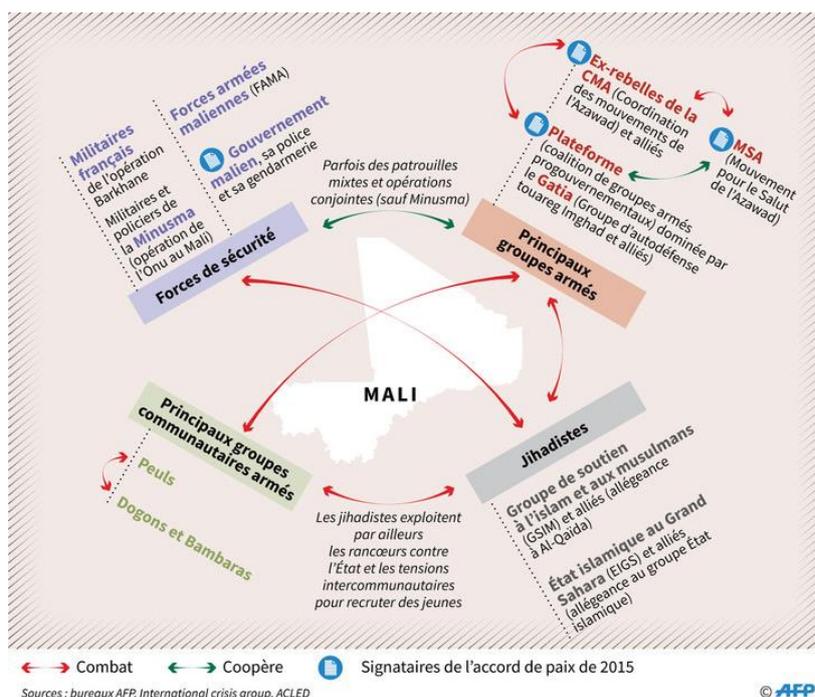
<sup>109</sup> Bruxelles2 (Gros-Verheyde N.), 24/02/2019, [url](#) ; Mandeinfos, 27/02/2019, [url](#)

<sup>110</sup> The Defense Post, 21/04/2019, [url](#)

### 3. Parties en présence

#### 3.1. Armée malienne

Les forces armées maliennes (FAMA) sont constituées de 13.000 hommes, selon des chiffres extraits d'un rapport d'avril 2018 émanant de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat français et rapportés par la presse<sup>111</sup>.



Principaux acteurs du conflit au Mali<sup>112</sup>

Le Global Fire Power (GFP), site américain spécialisé dans le domaine militaire, a publié en 2019 un classement annuel des puissances militaires modernes dans le monde. L'armée malienne se classe à la deuxième place de l'armée la plus puissante en Afrique de l'Ouest après le Nigéria. Sur 137 pays classés, le Mali se situe à la 99<sup>ème</sup> position, devant le Botswana, le Guatemala et le Cameroun. L'armée dispose d'un budget de défense de 76 millions de dollars. Ces informations sont rapportées par Maliweb en mars 2019<sup>113</sup>.

Une mission européenne d'entraînement - l'EUTM Mali - est chargée, depuis le début de sa mission dans le pays en janvier 2013, de former et de rénover l'armée malienne. En juin 2019, la mission avait assuré une formation à un total de 12.000 hommes<sup>114</sup>.

En mai 2018, l'Union européenne a approuvé le quatrième mandat de l'EUTM au Mali pour une durée de deux ans<sup>115</sup>. La mission est forte de 600 membres provenant de 27 pays<sup>116</sup>.

<sup>111</sup> Mondafrique (Kaba Diané S.), 28/07/2018, [url](#)

<sup>112</sup> La Croix, 03/08/2018, [url](#)

<sup>113</sup> Maliweb (Togola M.), 10/03/2019, [url](#)

<sup>114</sup> European Union, External Action, 13/06/2019, [url](#)

<sup>115</sup> European Union, External action, 22/05/2018, [url](#)

<sup>116</sup> Mondafrique (Kaba Diané S.), 28/07/2018, [url](#)

## 3.2. Forces internationales

### 3.2.1. MINUSMA

La MINUSMA a été établie par la résolution 2100 du Conseil de sécurité des Nations unies, le 25 avril 2013<sup>117</sup>. Fin juin 2019, le Conseil de sécurité a renouvelé pour un an, soit jusqu'au 30 juin 2020, le mandat de la mission des Nations unies au Mali<sup>118</sup>.

En septembre 2018, ses effectifs étaient de 12.231 militaires et 1.728 policiers<sup>119</sup>. En mai 2019, ils sont de 12.935 militaires et 1.738 policiers<sup>120</sup>.

### 3.2.2. Opération Barkhane

La France intervient au Mali depuis janvier 2013, d'abord dans le cadre de l'opération Serval puis, depuis le 1<sup>er</sup> août 2014, de l'opération Barkhane. Celle-ci couvre plusieurs pays (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad) mais l'épicentre des opérations est dans le nord du Mali<sup>121</sup>. Son dispositif militaire s'articule autour des trois bases permanentes : Gao au Mali, Niamey au Niger et N'Djamena au Tchad<sup>122</sup>.

En février 2019, ses effectifs totaux sont de 4.500 hommes<sup>123</sup>. En 2018, environ 2.500 militaires ont conduit des opérations de contreterrorisme avec les FAMA dans le nord du Mali, selon le rapport du département d'Etat américain paru en mars 2019<sup>124</sup>.

## 3.3. Groupes armés

### 3.3.1. Groupes armés signataires de l'accord de paix

Depuis la mi-juin 2014, les mouvements qui participent aux négociations de sortie du conflit avec le gouvernement malien sont scindés en deux groupes. Les « mouvements politico-militaires de la plateforme d'Alger du 14 juin 2014 », connus sous le nom de Plateforme, sont une coalition de groupes armés pro-gouvernementaux. Les mouvements autonomistes anti-Bamako se sont rassemblés dans la Coordination des mouvements de l'Azawad, ex-rébellion majoritairement touareg, en abrégé Coordination<sup>125</sup>.

Les principaux groupes qui font partie de la Plateforme sont la Coordination des mouvements et fronts patriotiques de résistance (CMFPR), le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), la Coalition du peuple pour l'Azawad (CPA), le Groupe d'autodéfense touareg Imghads et alliés (GATIA) et le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA)<sup>126</sup>. Les groupes qui font partie de la Coordination sont le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA), une

---

<sup>117</sup> République française, ministère des Armées, 05/2017, p. 5, [url](#)

<sup>118</sup> DW (Anaki L.), 28/06/2019, [url](#)

<sup>119</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 25/09/2018, p. 14, [url](#)

<sup>120</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 31/05/2019, p. 11, [url](#)

<sup>121</sup> Jeune Afrique, 19/05/2017, [url](#) ; Mondafrique (Kaba Diané S.), 28/07/2018, [url](#)

<sup>122</sup> République française, ministère des Armées, 02/2019, p. 14, [url](#)

<sup>123</sup> République française, ministère des Armées, 02/2019, p. 14, [url](#)

<sup>124</sup> USDOS, 13/03/2019, [url](#)

<sup>125</sup> Confédération suisse, SEM, 07/09/2015, p. 12, [url](#)

<sup>126</sup> ICG, 22/05/2015, p. 1, [url](#) ; RFI, 14/07/2019, [url](#)

dissidence du Mouvement arabe de l'Azawad (MAA dissident), et la CMFPR II qui est une aile dissidente de la CMFPR<sup>127</sup>.

Le gouvernement malien a signé un accord de paix le 15 mai 2015 avec les groupes armés de la Plateforme puis, le 24 juin 2015, avec ceux de la Coordination<sup>128</sup>. L'accord de paix prévoyait notamment la mise en place d'unités mixtes composées à la fois de combattants des parties signataires et de membres des forces de défense et de sécurité, leur mission étant de ramener la sécurité au nord, notamment hors des grandes villes. Chaque unité, dénommée mécanisme opérationnel de coordination (MOC), est constituée de 600 hommes, soit 200 militaires de l'armée, 200 combattants de la Plateforme et 200 combattants de la Coordination<sup>129</sup>. Les premières patrouilles mixtes étaient effectives à Gao en février 2017<sup>130</sup>. Début mai 2018, un détachement de l'armée est arrivé à Kidal pour participer aux patrouilles<sup>131</sup>. Le MOC de Tombouctou a officiellement été mis en place fin mai 2018<sup>132</sup>.

### 3.3.2. Groupes terroristes

Les groupes terroristes qui se sont emparés des régions du nord du Mali en 2012 - Ansar Dine, AQMI, le MUJAO et Al-Mourabitoune - ont été exclus de l'accord de paix signé en 2015 entre le gouvernement, la Plateforme et la Coordination<sup>133</sup>.

A partir de 2015, plusieurs autres groupes terroristes ont fait leur apparition au Mali. Ainsi, l'Etat islamique dans le Grand Sahara dirigé par Adnan Abou Walid al-Sahraoui, opère principalement le long de la frontière entre le Mali et le Niger, selon des informations du département d'Etat américain<sup>134</sup>. Le Front de libération du Macina (FLM), aussi appelé Katiba Macina, a été fondé début 2015 par le prédicateur radical peul Amadou Koufa Diallo<sup>135</sup>. Considéré comme un allié d'Ansar Dine, le groupe recrute principalement des jeunes d'ethnie peul et est actif dans le centre du pays<sup>136</sup>. Amadou Koufa avait été donné pour mort après une attaque menée par la force Barkhane dans la région de Mopti fin novembre 2018. Il semble qu'il soit portant toujours en vie, selon l'état-major français cité par un article du journal Le Monde en mars 2019<sup>137</sup>.

En mars 2017, quatre groupes djihadistes - AQMI, Ansar Dine, la Katiba Macina et Al-Mourabitoune - annoncent leur fusion au sein du GSIM<sup>138</sup> dirigé par le chef d'Ansar Dine, le Touareg malien Iyad Ag Ghali<sup>139</sup>.

Le GSIM se revendique d'Al-Qaeda tandis que l'EIGS a déclaré son allégeance à l'EI. Le fait d'appartenir à des entités concurrentes n'empêche pas ces deux mouvements terroristes de nouer des alliances ponctuelles, selon ce que rapporte un article paru en mai 2018 dans le journal français L'Express<sup>140</sup>.

<sup>127</sup> ISS (Maïga I.), 06/2016, p. 6, [url](#)

<sup>128</sup> Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 09/08/2018, p. 9, [url](#)

<sup>129</sup> Jeune Afrique, 21/03/2017, [url](#)

<sup>130</sup> RFI, 24/02/2017, [url](#)

<sup>131</sup> Studio Tamani via Maliweb, 13/04/2018, [url](#) ; VOA, 05/05/2018, [url](#)

<sup>132</sup> Studio Tamani, 26/04/2018, [url](#)

<sup>133</sup> RFI (Jouve A.), 24/03/2016, [url](#)

<sup>134</sup> Département d'Etat américain, Bureau de la porte-parole, 16/05/2018, [url](#)

<sup>135</sup> HRW, 05/04/2017, [url](#)

<sup>136</sup> Koaci, 19/05/2016, [url](#) ; Sahel 2r3s (Pigné J., Rouppert B.), 08/06/2017, [url](#)

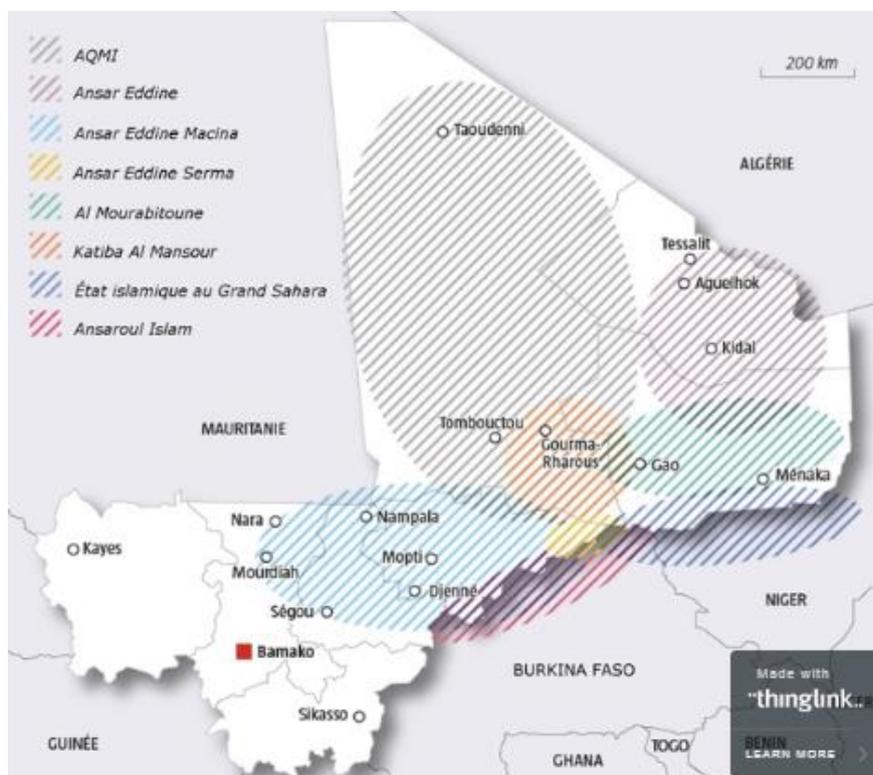
<sup>137</sup> Le Monde, 17/03/2019, [url](#) ; Le Monde (Bozonnet C., Guibert N.), 23/11/2018, [url](#)

<sup>138</sup> En arabe : *Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin*. Voir : Long War Journal (Weiss C.), 18/03/2017, [url](#)

<sup>139</sup> Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 30/03/2017, p. 8, [url](#)

<sup>140</sup> L'Express (Hugeux V.), 05/05/2018, [url](#)

Le rapport du département d'Etat américain indique que le GSIM mène des attaques dans le nord et le centre du Mali tandis que l'EIGS est actif aux frontières du Mali avec le Niger et le Burkina Faso<sup>141</sup>.



Zones d'influence des groupes djihadistes implantés au Mali<sup>142</sup>

### 3.3.3. Groupes d'autodéfense

#### Peul

Plusieurs sources mentionnent la création, en mai 2018 dans la région de Mopti, d'une milice peul, l'Alliance pour le salut du Sahel (ASS). Son objectif est de protéger et de défendre par les armes la population peul au Mali et au Burkina Faso contre les dozos qui opèrent dans la région<sup>143</sup>.

Dans un rapport paru le 7 décembre 2018 sur les exactions commises par des groupes d'autodéfense dans le centre du Mali, HRW indique que de nombreux villages peul disposent de leur propre groupe d'autodéfense uniquement composé d'habitants du village n'ayant pas de liens avec l'ASS<sup>144</sup>.

#### Dogon

Le groupe d'autodéfense Da Na Amassagou<sup>145</sup> a été créé en 2016 pour protéger la communauté dogon contre les attaques des groupes djihadistes liés au prédicateur peul Amadou Koufa<sup>146</sup>. Youssouf Toloba

<sup>141</sup> USDOS, 13/03/2019, [url](#)

<sup>142</sup> Jeune Afrique (Diallo A.), 19/03/2018, [url](#)

<sup>143</sup> Tabital Pulaaku, 24/05/2018, [url](#) ; HRW, 07/12/2018, p. 33, [url](#)

<sup>144</sup> HRW, 07/12/2018, p. 33, [url](#)

<sup>145</sup> Appelé aussi Dan Nan Ambassagou.

<sup>146</sup> Le Pays (Togola F.) via Maliactu, 05/09/2018, [url](#) ; Le Point (Dubois O.), 28/03/2019, [url](#) ; RFI, 25/03/2019, [url](#)

en est le chef d'état-major. Fort de 5.000 hommes, le groupe disposerait d'une quarantaine de camps dans le pays dogon, plus précisément dans les cercles de Koro, Douenza, Bandiagara et Bankass<sup>147</sup>. Selon le rapport de HRW du 7 décembre 2018, le groupe s'est scindé en juillet 2018 suite à la signature par une faction menée par David Tembine d'un pacte de non-agression avec les groupes armés peul, l'autre faction restant dirigée par Youssouf Toloba<sup>148</sup>. En septembre 2018, Da Na Amassagou signe un cessez-le-feu et amorce avec le gouvernement des discussions pour son désarmement<sup>149</sup>. Le 24 mars 2019, quelques jours après le massacre de plus d'une centaine de civils peul dans un village du centre du Mali, le gouvernement a procédé par décret à la dissolution de Da Na Amassagou. Le groupe a pour sa part refusé de se démanteler, invoquant la persistance de l'insécurité<sup>150</sup>.

### Bambara

Les dozos sont des confréries de chasseurs traditionnels qui ont suivi un stage initiatique de plusieurs années. Ils appartiennent majoritairement à la communauté bambara, mais des Malinké et des Bozo figurent aussi dans leurs rangs. Ils sont actifs dans le cercle de Djenné, au centre du Mali. Ils ont commencé à s'organiser en groupes d'autodéfense pour protéger leurs villages contre les groupes islamistes armés à partir de 2014<sup>151</sup>.

Les dozos sont reconnaissables à leur tenue de chasseurs traditionnels et à leurs fétiches<sup>152</sup>.

## 4. Typologie de la violence

### 4.1. Attaques asymétriques

Le terme d'« attaque asymétrique » renvoie à des techniques de guerre non conventionnelles utilisées par des protagonistes qui ont des capacités militaires significativement différentes. Dans le cadre du conflit au Mali, il s'agit d'attaques menées par des groupes terroristes contre les forces de défense et de sécurité maliennes et les forces internationales<sup>153</sup>.

Selon des chiffres de l'ONU repris par la presse, il y a eu 237 attaques djihadistes recensées en 2018, soit onze de plus qu'en 2017<sup>154</sup>.

Le rapport périodique de mars 2019 du Secrétaire général au Conseil de sécurité de l'ONU indique que, durant la période concernée par le rapport (octobre 2018 à février 2019), les attaques asymétriques les plus graves ont eu lieu dans le nord mais qu'en nombre, c'est le centre du pays qui a été le plus affecté. Sur un total de 61 attaques, 37 ont eu lieu au centre et vingt au nord tandis que la région de Koulikoro a été visée par quatre attaques. Le GSIM a revendiqué dix-huit attaques durant la période, dont onze contre les forces de défense et de sécurité, quatre contre la MINUSMA, une contre la mission de formation de l'Union Européenne au Mali et deux contre les groupes armés signataires et non-signataires de l'accord de paix. La pose d'engins explosifs improvisés, en particulier le long des principaux axes de communication est une technique utilisée par les groupes djihadistes. Dans le centre du pays, la fréquence des incidents liés à ces engins a plus que triplé, passant de 29

<sup>147</sup> Le Point (Dubois O.), 12/12/2018, [url](#) ; RFI, 25/03/2019, [url](#)

<sup>148</sup> HRW, 07/12/2018, p. 31, [url](#)

<sup>149</sup> RFI, 25/03/2019, [url](#)

<sup>150</sup> RFI, 24/03/2019, [url](#) ; HRW, 07/12/2018, p. 31, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 31/05/2019, p. 6, [url](#)

<sup>151</sup> HRW, 07/12/2018, pp. 27-28, [url](#)

<sup>152</sup> L'Obs, 02/01/2019, [url](#)

<sup>153</sup> Confédération suisse, SEM, 07/09/2015, [url](#)

<sup>154</sup> Le Pays, 17/03/2019, [url](#) ; Le Monde, 17/03/2019, [url](#)

en 2017 à 97 en 2018<sup>155</sup>. Le rapport suivant du Secrétaire général au Conseil de sécurité de l'ONU, paru en mai 2019, indique que durant la période considérée (mars à mai 2019), les attaques asymétriques ont cette fois été les plus nombreuses au nord (34 attaques sur un total de 59) et les plus violentes au centre. Dans le nord, les attaques ont eu lieu dans toutes les régions, dans le centre, elles se sont concentrées sur la région de Mopti. Le rapport mentionne 49 cas d'utilisation d'engins explosifs improvisés au cours des attaques qui ont eu lieu durant la période. C'est dans le centre du pays que le recours à ce type d'engins a été le plus fréquent (73 % des cas)<sup>156</sup>.

## 4.2. Violences intercommunautaires

Le rapport de HRW de décembre 2018 explique que le centre du Mali est majoritairement peuplé de Peul, de Bambara (le plus grand groupe ethnique du Mali) et de Dogon qui vivent non loin de la frontière entre le Mali et le Burkina Faso. Certains villages sont découpés en quartiers correspondant à un groupe ethnique particulier<sup>157</sup>.

Les sources consultées soulignent la multiplication des violences depuis trois ans dans le centre du Mali entre les Peul d'un côté, traditionnellement éleveurs, les Bambara et les Dogon de l'autre, qui pratiquent majoritairement l'agriculture. Le rapport du département d'Etat américain de mars 2019 précise que dans la région de Mopti, ces violences opposent Dogon, Bambara et Peul, tandis que dans la région de Ségou, elles concernent les Peul et les Bambara. Le groupe d'experts de l'ONU, dans son rapport d'août 2018, écrit : « [a]ux litiges fonciers historiques viennent s'ajouter des accrochages suscités par la raréfaction des ressources, ce qui débouche également sur l'augmentation du commerce illicite d'armes [...] ». La source ajoute que les groupes radicaux présents dans la région ont pour leur part instrumentalisé et exacerbé les tensions entre ces communautés<sup>158</sup>.

Le rapport de HRW mentionne :

« [I]es groupes islamistes armés ont axé leurs efforts de recrutement sur la communauté peule en exploitant les frustrations liées à l'augmentation du banditisme, à la corruption du gouvernement et aux tensions concernant les terres et les sources d'eau. Le recrutement des Peuls a attisé les tensions avec les Bambaras et les Dogons et est venu s'ajouter à la faible présence des forces de sécurité nationales pour entraîner la création de groupes d'autodéfense à caractère ethnique »<sup>159</sup>.

Suite à l'attaque du village peul d'Ogossagou, dans la région centrale de Mopti, en mars 2019, le directeur de la division des droits de l'homme de la MINUSMA explique :

« [c]ette attaque n'est pas un incident isolé, elle rentre dans une dynamique de violences répétées faite d'attaques, de contre-attaques et de représailles, menées par des groupes d'autodéfense soit peuls soit dogons qui, pour la majorité, possèdent des armes de guerre et qui, depuis longtemps, bénéficient vraiment d'une impunité en raison de l'absence de l'État. Mais, depuis 2018, le cercle de Bankass [région de Mopti] était devenu l'épicentre des violences qui se commettent dans un cadre communautaire »<sup>160</sup>.

Depuis janvier 2018, dans les régions de Mopti et de Ségou, au centre du pays, la MINUSMA a documenté 91 violations des droits de l'homme commises par des chasseurs traditionnels contre des civils appartenant à la communauté peul, faisant au moins 488 morts et 110 blessés. Inversement,

<sup>155</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 26/03/2019, pp. 6-8, [url](#)

<sup>156</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 31/05/2019, pp. 4-5, [url](#)

<sup>157</sup> HRW, 07/12/2018, p. 13, [url](#)

<sup>158</sup> La Libre, 20/06/2019, [url](#) ; La Libre, 18/06/2019, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 06/06/2018, pp. 9, 12, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, 09/08/2018, p. 44, [url](#) ; USDOS, 13/03/2019, [url](#)

<sup>159</sup> HRW, 07/12/2018, pp. 1-2, [url](#)

<sup>160</sup> Le Point, 06/05/2019, [url](#)

durant la même période, des groupes armés d'autodéfense peul ont commis 67 violations des droits de l'homme contre la population civile avec un bilan de 63 morts et 19 blessés. Ces chiffres rapportés par Africanews ont été communiqués lors d'un point presse de la MINUSMA le 16 mai 2019<sup>161</sup>. Entre le 1er novembre 2018 et le 22 mars 2019, les Nations unies ont documenté au moins 37 incidents ou attaques qui ont conduit à des abus des droits de l'homme commis par des groupes d'autodéfense peul et dogon. Seize attaques conduites par des groupes d'autodéfense peul ont conduit à la mort de quinze personnes de la communauté dogon. Vingt et une attaques sont attribuées à des chasseurs traditionnels dozos, elles ont conduit à la mort d'une centaine de personnes, toutes membres de la communauté peule<sup>162</sup>.

Au nord du pays, le rapport du département d'Etat américain rapporte que dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal, les conflits intercommunautaires impliquent les Touareg et les Arabes. Le rapport de HRW rapporte que plusieurs dizaines de civils ont été tués dans la région de Ménaka en 2018, dans le contexte de violences entre Peul, Touareg Imghad et Daoussahak<sup>163</sup>.

### 4.3. Combats entre groupes signataires et djihadistes

Dans les régions de Ménaka et de Gao (nord), des combattants de l'EIGS se sont heurtés au GATIA et au MSA, deux groupes armés signataires de l'accord de paix.

Le 19 décembre 2018, un combat a opposé le MSA et l'EIGS dans un village du cercle de Ménaka. Le 1<sup>er</sup> février 2019, le MSA a repoussé une attaque d'éléments armés radicaux contre un campement daoussahak du cercle d'Ansongo<sup>164</sup>. En mai 2019, des affrontements ont eu lieu dans la région de Ménaka entre les groupes armés de la coalition MSA-GATIA et des groupes terroristes<sup>165</sup>.

### 4.4. Criminalité et banditisme

Dans un rapport de décembre 2018 sur le narcotrafic au nord du Mali, ICG fait le constat suivant :

« [I]a drogue qui transite par le Nord du Mali génère dans cette zone des violences sans équivalent dans la sous-région. La plupart des groupes armés du Nord dépendent financièrement et logistiquement du narcotrafic, qui leur permet notamment d'acquérir des armes et des véhicules. [...] L'incapacité de l'Etat malien à contrôler cette zone a rendu le narcotrafic particulièrement concurrentiel. [...] Le trafic est à la fois une source de financement des groupes armés de toute nature et une cause d'affrontements »<sup>166</sup>.

La criminalité et le banditisme occasionnés par la libre circulation des armes détériorent l'environnement de protection des populations vivant dans les régions du nord et du centre, selon le rapport mensuel de monitoring et de protection du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) de décembre 2018<sup>167</sup>.

Le rapport mondial de HRW paru en janvier 2019 mentionne, dans le chapitre consacré au Mali : « [I]e phénomène de banditisme généralisé s'est poursuivi dans un climat de vide sécuritaire de plus en plus grave »<sup>168</sup>.

<sup>161</sup> Africanews, 10/06/2019, [url](#)

<sup>162</sup> Le Point, 06/05/2019, [url](#)

<sup>163</sup> HRW, 07/12/2018, p. 3, [url](#)

<sup>164</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 26/03/2019, p. 8, [url](#)

<sup>165</sup> HCR, 31/05/2019, [url](#)

<sup>166</sup> ICG, 13/12/2018, [url](#)

<sup>167</sup> HCR, 31/12/2018, [url](#)

<sup>168</sup> HRW, 25/01/2019, [url](#)

Le rapport de l'ONU de mai 2019 indique que le nord du pays a connu une recrudescence des actes de banditisme, sans fournir plus de détails<sup>169</sup>.

Le rapport de monitoring et de protection du HCR d'avril 2019 relève que la région de Tombouctou a été marquée par une forte dégradation de la situation sécuritaire en raison d'actes de banditisme et de la criminalité. Les villes de Tombouctou et de Goundam ont été impactées ainsi que les principaux axes routiers<sup>170</sup>.

## 4.5. Violations des droits de l'homme

Selon le rapport de mars 2019 du Secrétaire général au Conseil de sécurité des Nations unies, les responsables des violations des droits de l'homme sont, par ordre d'importance, les groupes d'autodéfense communautaires (44 % des cas recensés), les groupes djihadistes (39 %), les forces de défense et de sécurité maliennes (9 %) et les groupes armés signataires (8 %). Le rapport suivant, paru en mai 2019, indique que les groupes d'autodéfense sont responsables de 60 % des violations, les groupes djihadistes de 20 %, les groupes armés signataires de 11 % et les forces de défense et de sécurité de 8 % des violations des droits de l'homme perpétrées durant la période couverte par le rapport<sup>171</sup>.

### 4.5.1. Violations commises par les groupes d'autodéfense

Entre janvier 2018 et mai 2019, dans les régions de Mopti et de Ségou (centre), l'ONU a documenté 91 violations des droits de l'homme (exécution, mutilations, destruction de propriétés et pillages) commises par des chasseurs traditionnels contre des civils appartenant à la communauté peul, faisant au moins 488 morts et 110 blessés. Les groupes d'autodéfense peul ont quant à eux commis 67 violations des droits de l'homme contre la population civile avec un bilan de 63 morts et 19 blessés<sup>172</sup>. Entre novembre 2018 et mars 2019, dans la région de Mopti, l'ONU a comptabilisé au moins 37 incidents ou attaques qui ont conduit à des abus des droits de l'homme menés par des groupes d'autodéfense appartenant aux communautés peul et dogon. Seize attaques imputées aux groupes armés peul ont fait quinze morts dans la communauté dogon. Vingt-et-une attaques attribuées aux chasseurs traditionnels dozos ont fait une centaine de morts dans la communauté peul<sup>173</sup>. Le rapport de l'ONU de mai 2019 rapporte qu'au cours de la période de février à mai 2019, 74 cas de graves violations des droits de l'homme ayant causé la mort de 400 personnes ont été enregistrés au Mali. Les groupes d'autodéfense communautaires actifs dans le centre du pays sont responsables du plus grand nombre d'atteintes<sup>174</sup>.

En 2018, la milice Da Na Amagassou est accusée par plusieurs associations de droits de l'homme et associations communautaires d'exactions contre des civils peul, selon RFI, dans un article du 25 mars 2019<sup>175</sup>.

Dans son rapport de décembre 2018 sur les exactions commises par les milices armées dans le centre du Mali, HRW rapporte :

« [e]n 2018, plus de 200 civils ont été tués et des dizaines de villages incendiés lors de violences communautaires dans la région de Mopti, dans le centre au Mali. Les violences ont également

<sup>169</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 31/05/2019, p. 4, [url](#)

<sup>170</sup> HCR, 30/04/2019, [url](#)

<sup>171</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 26/03/2019, p. 10, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 31/05/2019, pp. 9-10, [url](#)

<sup>172</sup> Africanews, 10/06/2019, [url](#)

<sup>173</sup> Le Point, 06/05/2019, [url](#)

<sup>174</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 31/05/2019, p. 9, [url](#)

<sup>175</sup> RFI, 25/03/2019, [url](#)

provoqué de nombreux déplacements de population, ainsi que des famines et le pillage de bétail. La majorité des victimes étaient des membres de l'ethnie peule, attaqués par des groupes d'autodéfense dogons et bambaras en raison de leur soutien présumé à des Islamistes armés »<sup>176</sup>.

La MINUSMA estime que le massacre, fin mars 2019, de 160 habitants du village peul d'Ogossagou dans le centre du Mali a été une « attaque planifiée, organisée, et coordonnée » et pourrait être qualifiée de « crime contre l'humanité ». Ce constat fait suite à une enquête onusienne menée sur place juste après les faits<sup>177</sup>. Selon Guillaume Ngefa, directeur de la division des droits de l'homme de la MINUSMA qui a mené l'enquête et dont les propos sont repris par le journal Le Point du 6 mai 2019, le mode opératoire des chasseurs dozos est connu : lourdement armés (à Ogossagou, les assaillants utilisaient des kalachnikov AK-47), ils attaquent un village, ciblant et tuant uniquement les Peul, ils mettent ensuite le feu aux cases et aux greniers et s'en prennent au bétail<sup>178</sup>.

La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) et l'Association malienne des droits de l'homme (AMDH), dans un rapport d'enquête paru en novembre 2018 sur les exactions commises dans le centre du Mali relèvent que « [l]es milices ont attaqué des villages et des individus sur la base de leur appartenance ethnique, et certaines se sont livrées à des actes d'une grande cruauté »<sup>179</sup>.

#### 4.5.2. Violations commises par les groupes djihadistes

Depuis 2015, au centre du Mali, les groupes islamistes armés « [...] ont exécuté des dizaines de personnes accusées d'avoir collaboré avec les forces de sécurité du gouvernement ; ont installé des engins explosifs improvisés de manière indiscriminée ; ont contraint des civils à se rallier à leur vision de l'Islam [...], selon le rapport de HRW de décembre 2018<sup>180</sup>.

Le rapport du département d'Etat américain de mars 2019 indique que les groupes terroristes affiliés à l'EIGS ou à Al-Qaeda ont enlevé et tué des civils, des membres des forces de défense et de sécurité et des casques bleus<sup>181</sup>.

Dans leur rapport de novembre 2018, la FIDH et l'AMDH mentionnent, à propos des hommes de la katiba djihadiste Macina, « [...] ils ont exercé une mainmise sur des pans entiers du Centre, au moyen de la menace, et ont commis de nombreux crimes, dont des assassinats et des violences sexuelles, y compris des viols »<sup>182</sup>. A propos de ce même groupe djihadiste, le rapport mensuel de monitoring du HCR de janvier 2019 indique que « [...] dans les localités où ils s'établissent, [ils] imposent aux populations l'application de la charia dont certaines règles sont contraires aux droits humains et n'hésitent pas à punir celles qui n'obéissent pas à ces règles »<sup>183</sup>.

Le rapport mondial de HRW paru en janvier 2019 et reprenant les événements de 2018 relève :

« [l]es groupes islamistes armés ont continué de menacer, voire de tuer, les villageois dont ils estimaient qu'ils avaient collaboré avec les autorités et de passer à tabac ceux qui se livraient à des pratiques culturelles interdites par ces groupes. Ils ont également imposé leur version de la charia (droit musulman) en instaurant des tribunaux qui ne respectent pas les normes requises en matière de procédure équitable. Pendant l'élection, ces groupes ont brûlé des bureaux de vote et

<sup>176</sup> HRW, 07/12/2018, p. 129, [url](#)

<sup>177</sup> Le Point, 06/05/2019, [url](#)

<sup>178</sup> Le Point, 06/05/2019, [url](#)

<sup>179</sup> FIDH, AMDH, 11/2018, p. 35, [url](#)

<sup>180</sup> HRW, 07/12/2018, p. 1, [url](#)

<sup>181</sup> USDOS, 13/03/2019, [url](#)

<sup>182</sup> FIDH, AMDH, 11/2018, p. 35, [url](#)

<sup>183</sup> HCR, 01/2019, [url](#)

du matériel électoral, tué au moins trois employés électoraux et menacé les électeurs, forçant la fermeture de centaines de bureaux de vote dans le nord et le centre du Mali »<sup>184</sup>.

#### 4.5.3. Violations commises par les forces de défense et de sécurité

Selon le rapport de l'ONU de mai 2019, durant la période de février à mai 2019, les forces de défense et de sécurité ont été responsables de plusieurs cas de violations graves des droits de la personne. Toutes les violations ont été commises dans le cadre d'opérations antiterroristes. L'ONU cite notamment l'exécution extrajudiciaire de trois civils à Intahaka, dans la région de Gao, le 24 avril 2019<sup>185</sup>.

Dans son rapport de mars 2019 couvrant l'année 2018, le département d'Etat américain rapporte que les opérations de contre-terrorisme menées par les forces de défense et de sécurité maliennes et les forces françaises au nord et au centre du pays ont conduit à la détention d'éléments extrémistes accusés d'avoir commis des crimes. La plupart des violations commises par les militaires ont ciblé les Peul, les Touareg et les Arabes et l'ont été dans le contexte de représailles à des attaques attribuées à des groupes armés associés à ces communautés<sup>186</sup>.

Le rapport conjoint de la FIDH et de l'AMDH de novembre 2018 mentionne : « [l]es militaires maliens se sont rendus coupables de nombreuses arrestations arbitraires, parfois violentes, et d'exécutions sommaires »<sup>187</sup>.

#### 4.5.4. Violations commises par les groupes armés signataires

Des groupes armés membres de la Plateforme, plus précisément le GATIA, le MAA, la CMFPR ainsi que des groupes armés de la Coordination, particulièrement le MNLA et le MAA dissident, tous signataires de l'accord de paix de 2015, ont commis des abus des droits de l'homme, incluant des exécutions sommaires, la torture et le recrutement d'enfants soldats, selon le rapport du département d'Etat américain de mars 2019<sup>188</sup>.

## 5. Cibles de la violence

### 5.1. Civils

Un rapport de janvier 2019 de l'organisation américaine à but non lucratif Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) qui collecte, analyse et cartographie des informations sur les conflits constate une augmentation de 40 % du nombre d'incidents violents durant l'année 2018, ce qui a fait peser un risque accru sur la sécurité des civils et a contribué à une augmentation du nombre de décès parmi la population civile. Les violences impliquant les groupes armés associés à différentes communautés se sont intensifiées et elles ont visé les civils<sup>189</sup>.

Le rapport de l'ONU de mars 2019 indique que « [l]es civils ont continué d'être victimes de violences ciblées et indirectes, en particulier dans le centre du pays, où les activités de groupes extrémistes violents et l'intensification des violences intercommunautaires constituent les deux principales

<sup>184</sup> HRW, 25/01/2019, [url](#)

<sup>185</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 31/05/2019, p. 10, [url](#)

<sup>186</sup> USDOS, 13/03/2019, [url](#)

<sup>187</sup> FIDH, AMDH, 11/2018, p. 35, [url](#)

<sup>188</sup> USDOS, 13/03/2019, [url](#)

<sup>189</sup> ACLED (Kishi R., Pavlik M.), 11/01/2019, pp. 14, 40, [url](#)

menaces pesant sur les civils »<sup>190</sup>. Le rapport suivant, paru fin mai 2019, fait un constat pratiquement identique en y ajoutant la menace contre les civils constituée par les attaques des milices d'autodéfense<sup>191</sup>.

Les chiffres du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA) communiqués début juillet 2019 indiquent que plus de 600 civils ont été tués depuis le début de l'année 2019 dans des attaques perpétrées principalement dans la région centrale de Mopti<sup>192</sup>. Ces chiffres sont en constante augmentation. Ainsi, l'ONU faisait état de 333 civils tués et 175 blessés pour la période de février à mai 2019, de 225 morts et 149 blessés entre octobre 2018 et février 2019 et de 108 morts et 43 blessés entre juin et septembre 2018<sup>193</sup>.

## 5.2. Forces internationales et nationales

Les forces de défense et de sécurité maliennes, la MINUSMA et les forces internationales continuent d'être la cible des attaques des groupes terroristes.

Dans l'ensemble, les forces de défense et de sécurité sont restées les principales cibles des attaques asymétriques, selon le rapport de l'ONU de mars 2019<sup>194</sup>. Depuis le début de l'année 2019, 67 soldats ont été tués et 51 blessés dans des attaques menées par des groupes terroristes, selon le rapport de l'ONU du 31 mai 2019<sup>195</sup>. Ces chiffres sont en augmentation par rapport aux périodes précédentes. En effet, 49 soldats avaient été tués et 49 blessés durant la période d'octobre 2018 à février 2019 ; 28 soldats avaient été tués et 47 blessés au cours de la période de juin à septembre 2018<sup>196</sup>. Le 17 mars 2019, l'assaut contre un camp militaire de la localité de Dioura (centre) a fait plus de vingt victimes parmi les soldats maliens. Une source militaire en impute la responsabilité à des terroristes commandés par un colonel déserteur de l'armée, proche du chef djihadiste touareg Iyad Ag Ghaly<sup>197</sup>. Le 21 avril 2019, au moins douze soldats ont été tués lors de l'attaque d'un poste de l'armée dans le secteur de Nara (région de Koulikoro, au sud du pays) non loin de la frontière mauritanienne<sup>198</sup>.

La MINUSMA a été particulièrement visée dans le nord du pays. Ainsi, le 20 janvier 2019, des éléments lourdement armés ont attaqué la base de la mission à Aguelhok, dans la région de Kidal. Dix casques bleus ont été tués, 26 blessés dont quatorze grièvement. Le GSIM a revendiqué l'attaque. Le 4 février 2019, le camp de la MINUSMA à Ménaka a été visé par des tirs et l'explosion de roquettes sans faire de victimes. Il s'agit de la troisième attaque perpétrée contre ce camp depuis septembre 2018<sup>199</sup>. En mai 2019, un casque bleu a été tué à Tombouctou et trois autres blessés à Tessalit, dans le nord. A Tombouctou, il s'agissait d'une attaque menée par des assaillants armés non identifiés. A Tessalit, le véhicule de la mission onusienne a heurté un engin explosif improvisé<sup>200</sup>.

<sup>190</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 26/03/2019, p. 8, [url](#)

<sup>191</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 31/05/2019, p. 5, [url](#)

<sup>192</sup> OCHA, 01/07/2019, [url](#)

<sup>193</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 31/05/2019, pp. 4-5, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 26/03/2019, p. 8, [url](#)

<sup>194</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 26/03/2019, p. 7, [url](#)

<sup>195</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 31/05/2019, p. 4, [url](#)

<sup>196</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 26/03/2019, p. 7, [url](#)

<sup>197</sup> RFI, 17/03/2019, [url](#)

<sup>198</sup> Jeune Afrique, 21/04/2019, [url](#)

<sup>199</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 26/03/2019, pp. 6-7, [url](#)

<sup>200</sup> ONU Info (Dicko H.), 18/05/2019, [url](#)

### 5.3. Groupes armés signataires de l'accord de paix

Le rapport du département d'Etat américain paru en mars 2019 mentionne que l'EIGS cible les groupes armés de la Plateforme et de la Coordination, signataires de l'accord de paix de 2015<sup>201</sup>.

Le rapport de l'ONU de mai 2019 fait état, sans donner d'autres détails, d'assassinats ciblés de membres de groupes armés signataires<sup>202</sup>. Le rapport de monitoring du HCR d'avril 2019 indique qu'un officier du MSA et son neveu ont été assassinés dans la localité d'Inkinguiya à une dizaine de kilomètres au sud de Ménaka. Cet acte intervient quelques jours après l'assassinat d'un responsable local proche du MSA, le 7 avril 2019, sur le marché de Ménaka<sup>203</sup>.

La presse malienne en ligne rapporte que des vidéos de propagande de l'EIGS visant plus particulièrement les combattants du GATIA et du MSA circulent sur Internet. Dans une vidéo de février 2019, ces derniers sont qualifiés d'« apostats » par l'EIGS qui demande à la population locale de les combattre. Le site d'informations Malinet rapporte qu'une précédente vidéo de propagande diffusée par l'EIGS fin décembre 2018 contient des images de l'exécution collective de dix personnes présentées comme des combattants de la coalition GATIA-MSA<sup>204</sup>. Dans une autre vidéo mise en ligne en avril 2019, l'EIGS prend pour cible une position tenue par le MSA à Taranguit, une localité du cercle de Ménaka<sup>205</sup>.

<sup>201</sup> USDOS, 13/03/2019, [url](#)

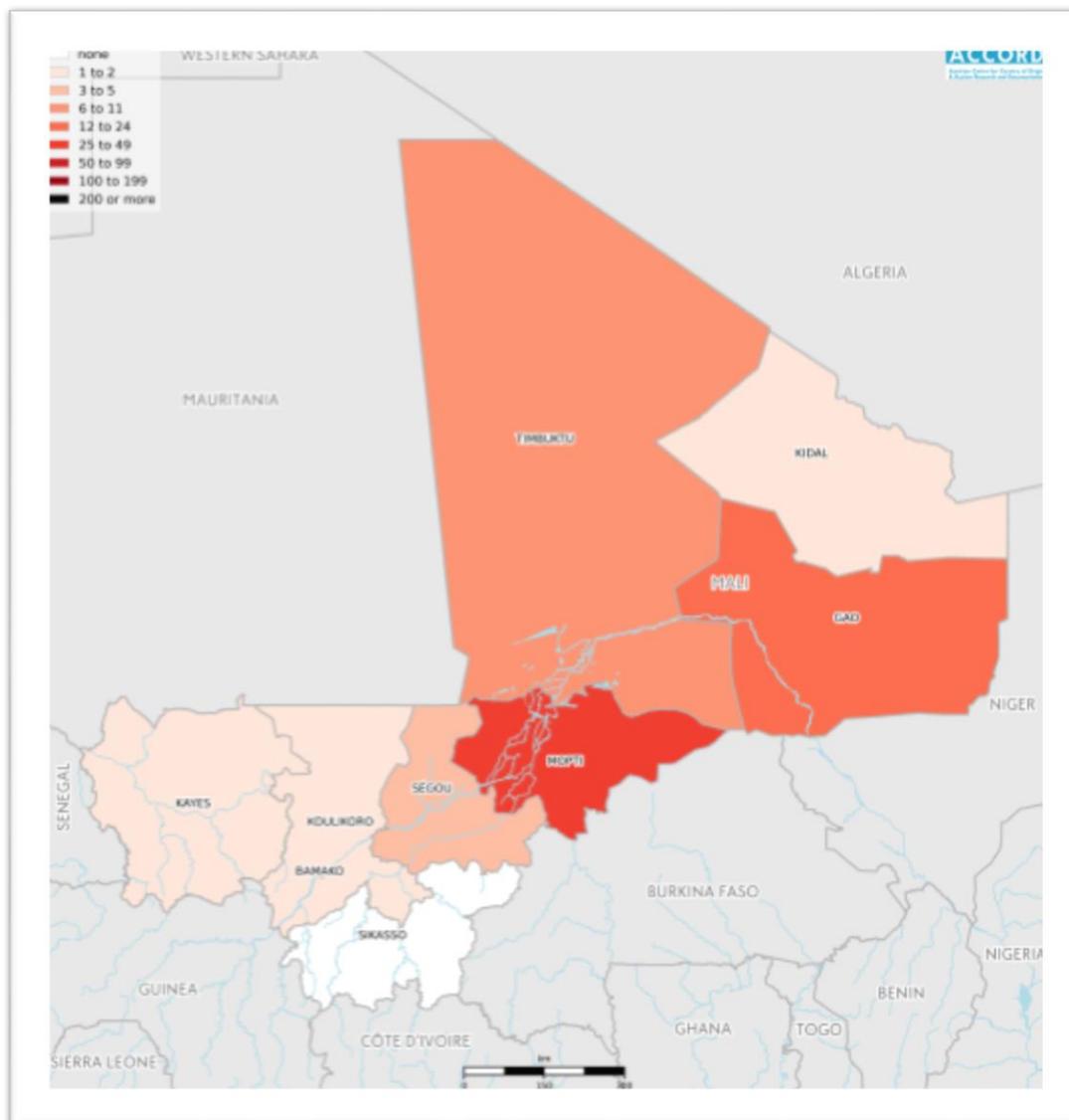
<sup>202</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 31/05/2019, p. 4, [url](#)

<sup>203</sup> HCR, 30/04/2019, [url](#)

<sup>204</sup> Malinet, 13/02/2019, [url](#)

<sup>205</sup> Bamada, 02/04/2019, [url](#)

## 6. Répartition géographique



Nombre d'incidents rapportés comportant au moins un décès<sup>206</sup>

Les régions du centre constituent actuellement la zone la plus dangereuse du Mali, selon des informations figurant sur le site Internet de Forum Réfugiés en février 2019. En 2018, 40 % de toutes les attaques du pays y ont été recensées<sup>207</sup>.

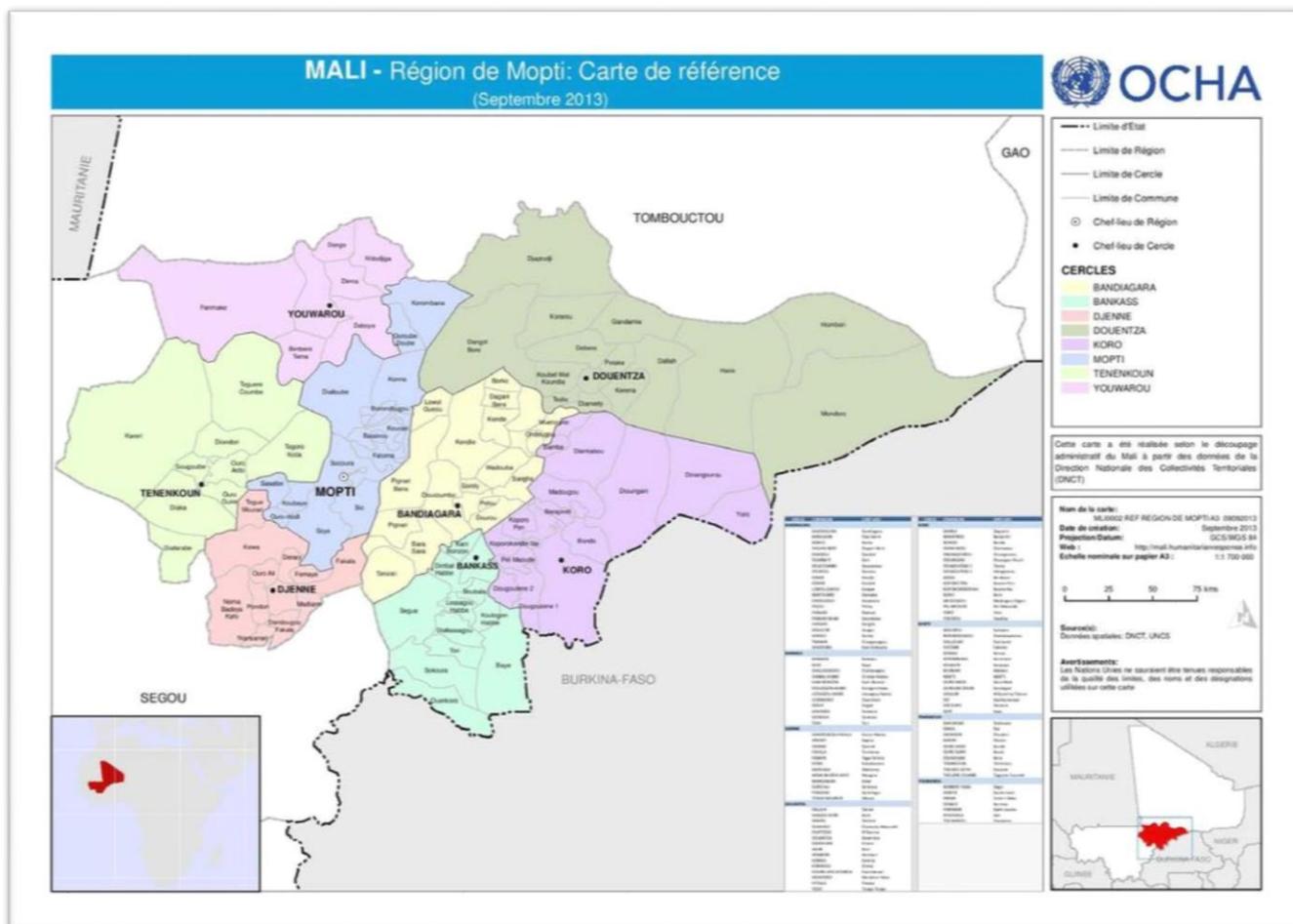
Dans ses rapports intermédiaires successifs, l'ONU constate que, durant la période d'octobre 2018 à février 2019, les attaques asymétriques les plus nombreuses se sont déroulées dans le centre du pays

<sup>206</sup> ACCORD, 12/2018, [url](#)

<sup>207</sup> Forumréfugiés, 05/02/2019, [url](#)

mais les plus graves ont été enregistrées dans le nord<sup>208</sup> tandis qu'entre mars et mai 2019, les attaques les plus nombreuses ont eu lieu au nord et les plus violentes au centre<sup>209</sup>.

La partie centrale du pays où vit 30 % de la population est celle qui comptabilise le plus grand nombre d'attaques contre les civils et de victimes civiles sous l'effet conjugué des violences intercommunautaires, des attaques des groupes terroristes et des groupes d'autodéfense. Les violences intercommunautaires ont été les plus fortes dans les cercles de Koro et de Bankass, dans la région de Mopti, selon le rapport de l'ONU de mai 2019<sup>210</sup>.



Cercles de la région centrale de Mopti<sup>211</sup>

Le centre autrichien de recherche et de documentation sur les pays d'origine et les demandeurs d'asile (Austrian Centre for Country of Origin & Asylum Research and Documentation, ACCORD) a compilé les informations récoltées par ACLED pour le troisième trimestre 2018<sup>212</sup>. Le nombre d'incidents survenus dans chaque région durant le troisième trimestre 2018 est illustré dans le tableau ci-après. C'est la région centrale de Mopti qui totalise le plus grand nombre d'incidents (83 incidents ayant fait 195 victimes), suivie par les régions septentrionales de Gao (35 incidents, 154 victimes) et Tombouctou

<sup>208</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 26/03/2019, p. 8, [url](#)

<sup>209</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 31/05/2019, p. 4, [url](#)

<sup>210</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 31/05/2019, p. 5, [url](#)

<sup>211</sup> OCHA, s.d., [url](#)

<sup>212</sup> Le Cedoca n'a pas trouvé de données similaires pour 2019

(32 incidents, 16 victimes). La région centrale de Ségou a totalisé 8 incidents ayant fait 30 victimes. Au sud du pays, les régions de Koulikoro (4 incidents, 2 victimes), Sikasso (3 incidents, pas de victimes) et Kayes (3 incidents, 1 victime), sont celles qui ont été le moins impactées par les violences. Quant au district urbain de Bamako, il a connu 9 incidents qui n'ont pas fait de victimes.

Provinz	Anzahl Vorfälle	Anzahl Vorfälle mit Todesopfern	Anzahl Todesopfer
Bamako	9	0	0
Gao	35	21	154
Kayes	3	1	1
Kidal	14	2	4
Koulikoro	4	1	2
Mopti	83	35	195
Sikasso	3	0	0
Ségou	8	5	30
Timbuktu	32	7	16

Incidents par région<sup>213</sup> (3<sup>ème</sup> trimestre 2018)<sup>214</sup>

## 7. Déplacements de population

En mai 2019, l'ONU recensait 120.067 personnes déplacées internes (PDI). A titre de comparaison, il y en avait 75.351 en juillet 2018 et 40.000 en février 2018. Les chiffres ne cessent d'augmenter en raison des conflits intercommunautaires et de l'insécurité croissante dans le centre et le nord du pays<sup>215</sup>.

Le nombre de PDI fuyant les violences a quasiment quadruplé dans les régions de Mopti et de Ségou entre mai 2018 et mai 2019, passant de 18.000 à plus de 70.000, ce qui représente 58 % du nombre total de PDI dans le pays<sup>216</sup>.

<sup>213</sup> La première colonne correspond aux nombres d'incidents, la deuxième au nombre d'incidents avec au moins un mort, la troisième correspond au nombre de victimes.

<sup>214</sup> ACCORD, 20/12/2018, [url](#)

<sup>215</sup> HCR, Cluster Protection, 13/06/2019, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 25/09/2018, p. 12, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 26/03/2019, p. 11, [url](#)

<sup>216</sup> OCHA, 01/07/2019, [url](#)

Régions	Ménages	Nb individus	Taille moyenne du ménage	% Ménages	% Individus	Source	Date de mise à jour
Bamako	380	1 019	3	2%	1%	DNDS/OIM	May-19
Kayes	220	1 050	5	1%	1%	DNDS/OIM	May-19
Koulikoro	339	1 725	5	1%	1%	DNDS/OIM	May-19
Mopti	9 143	49 426	5	38%	41%	DNDS/OIM	May-19
Ségou	3 853	19 901	5	16%	17%	DNDS/OIM	May-19
Sikasso	97	560	6	0%	0%	DNDS/OIM	May-19
Gao	4 785	17 548	4	20%	15%	DNDS/OIM	May-19
Ménaka	1 765	12 249	7	7%	10%	DNDS/OIM	May-19
Kidal	219	874	4	1%	1%	DNDS/OIM	Apr-19
Tombouctou	2 962	15 715	5	12%	13%	DNDS/OIM	May-19
<b>TOTAL</b>	<b>23 763</b>	<b>120 067</b>	<b>5</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	DNDS/OIM	May-19

Personnes déplacées internes au Mali<sup>217</sup>

En mai 2019, les services de l'ONU comptabilisaient 138.391 réfugiés maliens dans les pays voisins (Mauritanie, Niger, Burkina Faso) contre 139.573 en juillet 2018<sup>218</sup>.

Pays d'asile	Nombre de réfugiés	Date de mise à jour
Mauritanie	56 914	31 Mai 2019
Niger	56 306	31 Mai 2019
Burkina Faso	25 171	31 Avril 2019
<b>Total</b>	<b>138 391</b>	<b>31 Mai 2019</b>

Estimation du nombre de réfugiés maliens<sup>219</sup>

Par ailleurs, en date du 31 mai 2019, le HCR avait enregistré 73.880 rapatriés, soit une augmentation de 13.903 personnes entre le 1<sup>er</sup> et le 31 mai 2019. La majorité des rapatriés proviennent du Burkina Faso (25.772 individus), du Niger (21.154 individus) et de Mauritanie (19.124 individus). Ces chiffres confirment la tendance au retour des réfugiés, dans un contexte marqué par la signature d'accords tripartites entre le Mali, le pays hôte et le HCR<sup>220</sup>.

<sup>217</sup> HCR, Cluster Protection, 13/06/2019, [url](#)

<sup>218</sup> HCR, Cluster Protection, 13/06/2019, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 25/09/2018, p. 12, [url](#)

<sup>219</sup> HCR, Cluster Protection, 13/06/2019, [url](#)

<sup>220</sup> HCR, Cluster Protection, 13/06/2019, [url](#)

## 8. Impact de la violence sur la vie quotidienne

### 8.1. Services de maintien de l'ordre et possibilité de protection des civils

En mai 2019, le Conseil de sécurité de l'ONU considérait comme prioritaire l'adoption d'un plan global en vue d'un redéploiement effectif des Forces de défense et de sécurité au nord du pays<sup>221</sup>. Des patrouilles coordonnées entre la MINUSMA et les forces de sécurité nationales s'y sont poursuivies, même si certaines n'ont pas pu être effectuées en raison notamment du déploiement insuffisant des forces de sécurité<sup>222</sup>.

Pour répondre à la colère de la population qui manifestait contre la dégradation de la situation sécuritaire dans le centre du pays, le président Keïta a annoncé en avril 2019 l'envoi de forces de sécurité nationales supplémentaires dans la région<sup>223</sup>.

Un bilan communiqué à la presse par le directeur général de la police en février 2019 indique que les effectifs policiers et l'organisation de patrouilles pour sécuriser les personnes et leurs biens se concentrent sur le district de Bamako au détriment des régions. Ainsi, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 12 février 2019, les policiers ont mené 11.210 patrouilles dans le district de Bamako contre 8.800 dans les régions. Pour mener à bien ses missions, la direction générale a mobilisé 40.182 éléments dans le district de Bamako contre 34.965 pour les régions<sup>224</sup>.

### 8.2. Accès aux denrées de base

Le rapport de situation de l'OCHA de mai 2019 mentionne que l'insécurité alimentaire affecte 20 % de la population. La région de Mopti compte le plus grand nombre de personnes en insécurité alimentaire (près de 30 % de la population de la région). Les violences qui affectent le nord et le centre du pays perturbent les circuits des marchés, limitent la circulation des personnes et des biens, ainsi que les activités essentiellement agro-pastorales des populations. Malgré l'urgence des besoins, le secteur de la sécurité alimentaire n'est financé qu'à hauteur de 26 % par l'aide internationale<sup>225</sup>.

---

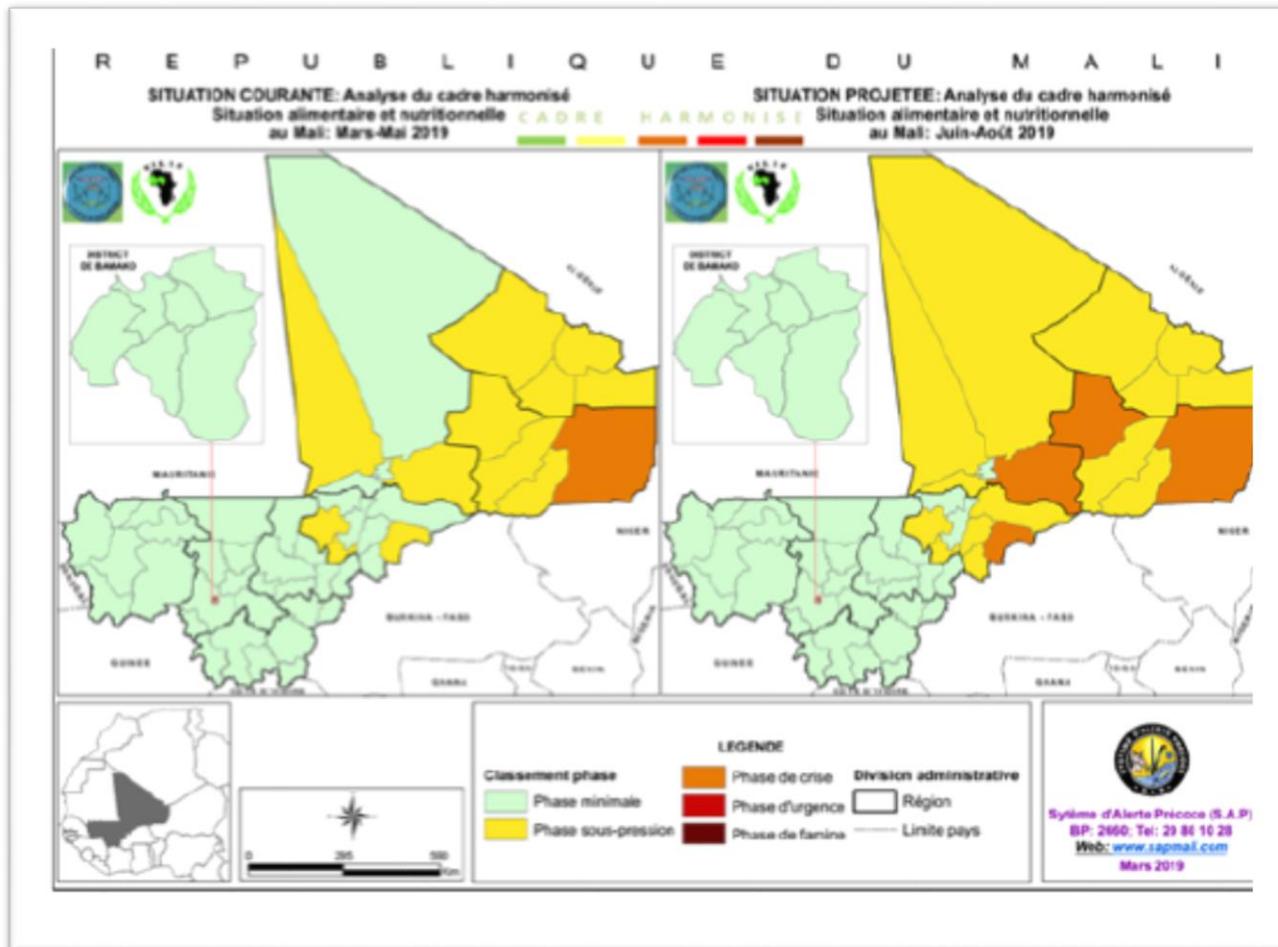
<sup>221</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 31/05/2019, p. 1, [url](#)

<sup>222</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 26/03/2019, p. 5, [url](#)

<sup>223</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 31/05/2019, p. 2, [url](#)

<sup>224</sup> Aumali, 21/02/2019, [url](#)

<sup>225</sup> OCHA, 06/05/2019, [url](#)



Situations alimentaire et nutritionnelle au Mali. Source: Système d'alerte précoce (SAP)<sup>226</sup>

### 8.3. Accès à une aide médicale

La destruction des infrastructures de santé dans les zones touchées par les violences a restreint l'accès des populations aux services de santé. En mars 2019, l'ONU mentionnait que dans les régions du nord et du centre, il n'y avait que 3,14 agents de santé pour 10.000 personnes. A titre indicatif, la moyenne nationale avant la crise était de 10 agents pour 10.000 personnes ; l'Organisation mondiale de la santé (OMS) préconise quant à elle 23 professionnels de santé pour 10.000 personnes<sup>227</sup>. En mai 2019, l'ONU estime que dans le nord du pays, 25 % des établissements de santé ne fonctionnent pas en raison de l'insécurité<sup>228</sup>.

<sup>226</sup> OCHA, 06/05/2019, [url](#)

<sup>227</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 26/03/2019, p. 12, [url](#)

<sup>228</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 31/05/2019, p. 11, [url](#)

## 8.4. Accès aux services publics

Le rapport du département d'Etat américain indique qu'en 2018, près de la moitié des familles déplacées n'avait pas de documents d'identité pour accéder aux services publics, y compris l'inscription des enfants à l'école<sup>229</sup>.

Près d'un tiers des 421 communes du pays sont concernées par des fermetures d'écoles. Dans le nord et le centre, 950 écoles sont fermées. Plus de la moitié des établissements concernés se situent dans la région de Mopti. L'ONU estime que plus de 250.000 enfants n'ont pas accès à l'éducation dans le nord et le centre du pays<sup>230</sup>. Les fermetures d'école sont essentiellement causées par l'insécurité et les menaces directes proférées par des groupes extrémistes armés imposant leurs pratiques religieuses, ce qui a eu pour effet le retrait des enseignants, selon le rapport du Secrétaire général de l'ONU de mars 2019<sup>231</sup>.

En mars 2019, moins de 30 % des fonctionnaires de l'Etat se trouvaient à leur poste dans le nord et le centre du Mali en raison de problèmes sécuritaires. Les gouverneurs de Tombouctou, Kidal, Gao, Mopti et Ménaka étaient en poste tandis que le gouverneur de Taoudénit officiait à partir de Bamako<sup>232</sup>.

En février 2019, suite à l'annonce du décès du président du tribunal de Niono (centre) qui avait été enlevé par des éléments armés non identifiés en novembre 2017, les syndicats de magistrats ont dénoncé l'incapacité du gouvernement à assurer la protection de ses fonctionnaires dans le nord et le centre du pays. Les syndicats ont appelé les magistrats qui craignaient pour leur sécurité à se réinstaller à Bamako ou dans des juridictions plus sûres<sup>233</sup>.

## 8.5. Liberté de mouvement et sécurité sur les axes routiers

Le rapport du département d'Etat américain de mars 2019 rapporte que la liberté de mouvement dans le pays ne connaît théoriquement pas de restrictions. Toutefois, elle a été limitée en raison de la situation sécuritaire et de l'installation de points de contrôle par l'armée. La présence d'engins explosifs sur les routes a réduit la liberté de mouvement des habitants de Gao, Kidal, Tombouctou et de Mopti qui craignaient de quitter leur ville<sup>234</sup>.

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2017, le gouverneur de la région de Mopti a interdit la circulation des véhicules de transports en commun, des véhicules particuliers et des motos entre 18 heures et 6 heures du matin. Cette mesure est toujours d'application en février 2019, d'après ce que rapporte un article de la presse malienne paru le 22 février 2019<sup>235</sup>.

La police a régulièrement arrêté et contrôlé les véhicules afin de limiter les activités de contrebande et de vérifier l'immatriculation des véhicules. Le nombre de points de contrôle policiers à l'entrée et à l'intérieur de Bamako a augmenté suite à la recrudescence des attaques terroristes à travers le pays<sup>236</sup>.

## 8.6. Accès à l'aide humanitaire

L'accès humanitaire dans les régions du nord s'est amélioré depuis la signature de l'accord de paix en juin 2015. L'insécurité liée au terrorisme et au banditisme demeure toutefois un problème dans la plus

<sup>229</sup> USDOS, 13/03/2019, [url](#)

<sup>230</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 31/05/2019, p. 10, [url](#)

<sup>231</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 26/03/2019, p. 12, [url](#)

<sup>232</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 26/03/2019, p. 4, [url](#)

<sup>233</sup> Nations unies, Conseil de sécurité, 26/03/2019, p. 4, [url](#)

<sup>234</sup> USDOS, 13/03/2019, [url](#)

<sup>235</sup> Koulouba, 22/02/2019, [url](#)

<sup>236</sup> USDOS, 13/03/2019, [url](#)

grande partie du pays. Les ONG ont fourni une assistance humanitaire aux personnes déplacées, dans la mesure où l'accès était possible, selon ce que rapporte le rapport du département d'Etat américain en mars 2019<sup>237</sup>.

L'OCHA, dans un document de 2019 consacré à l'accès humanitaire au Mali, précise que celui-ci est possible mais peut s'avérer complexe. Les zones les plus difficiles d'accès sont situées au nord et au centre. Parmi les contraintes freinant l'accès humanitaire, l'OCHA cite les limitations à la liberté de mouvement (check points), les risques liés à la présence d'engins explosifs le long des routes d'accès, le détournement de l'aide, l'intimidation des humanitaires par les groupes armés. Dans la région de Mopti, la liberté de mouvement est limitée en plus par les violences intercommunautaires et l'interdiction d'utiliser des motos et des pickups. Dans la région de Ségou, les cercles situés au nord, en particulier celui de Niono, sont difficiles d'accès en raison de la présence de groupes armés. Dans la région de Tombouctou, les activités des humanitaires sont freinées par les opérations militaires dans le cercle de Gourma-Rharous et par la criminalité qui sévit dans toute la région. Les régions de Kayes, Koulikoro et Sikasso ne sont pas considérées par l'OCHA comme prioritaires d'un point de vue humanitaire, la présence des services de l'Etat et des organisations de développement y étant plus importante que dans les autres régions<sup>238</sup>.

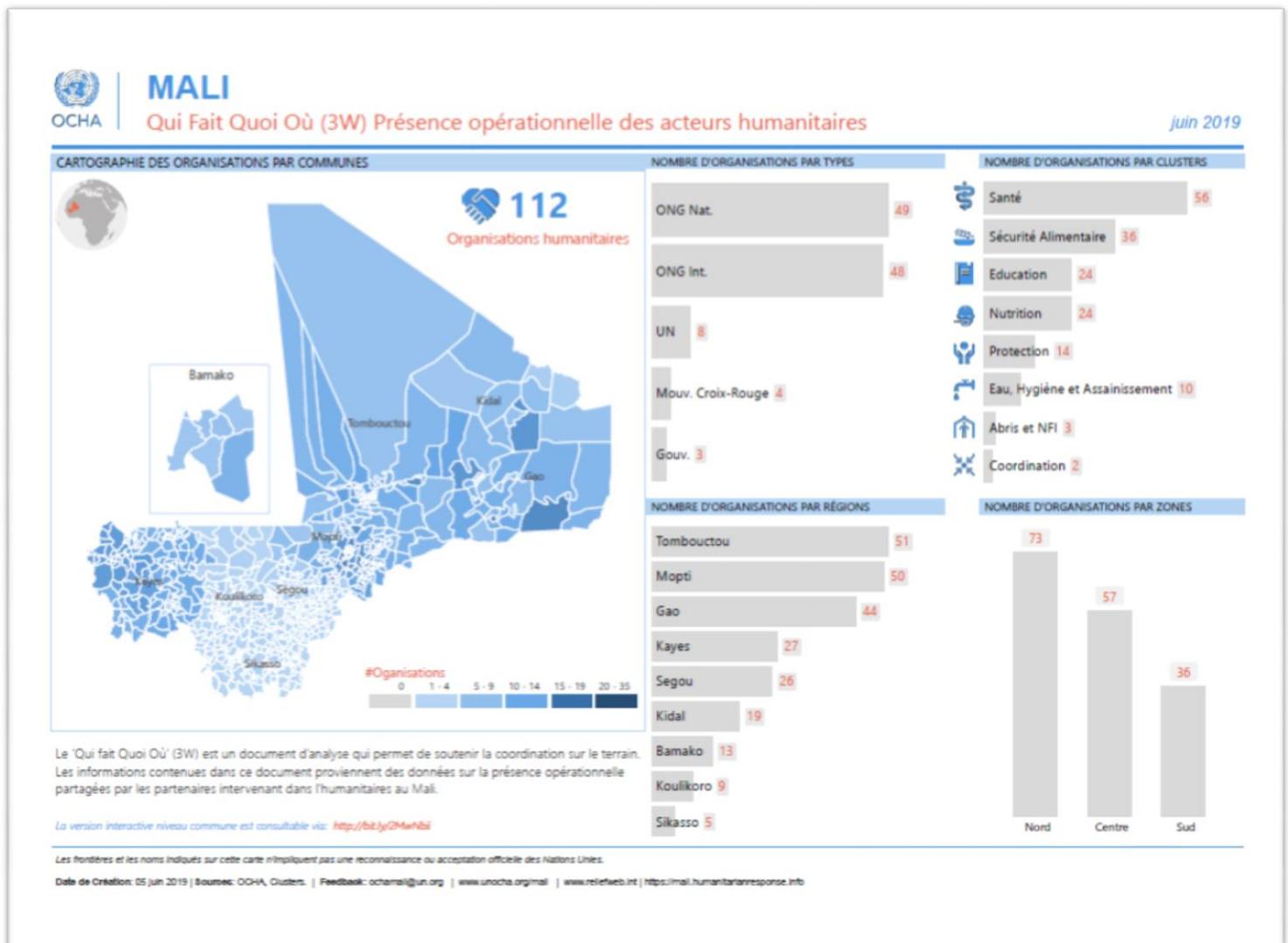
Le rapport du département d'Etat américain indique que les personnes déplacées vivent généralement chez des parents, des amis ou dans des logements en location. La plupart des personnes déplacées résident dans des zones urbaines et ont accès à l'eau, à la nourriture et à d'autres formes d'assistance. Le ministère de la Sécurité intérieure et de la Protection civile enregistre les PDI et le gouvernement leur procure une assistance. Près de la moitié des familles déplacées ne possède pas de documents d'identité officiels. La possession de documents d'identité n'est pas requise pour l'accès à l'aide humanitaire<sup>239</sup>.

<sup>237</sup> USDOS, 13/03/2019, [url](#)

<sup>238</sup> OCHA, s.d., pp. 3-4, 8, 10, 12, [url](#)

<sup>239</sup> USDOS, 13/03/2019, [url](#)

## 8.7. Présence d'organisations humanitaires internationales



### Présence opérationnelle des acteurs humanitaires<sup>240</sup>

L'OCHA a dressé, en juin 2019, un tableau recensant les organisations humanitaires opérant au Mali. Un total de 112 organisations sont présentes, qu'il s'agisse d'ONG nationales, internationales, d'organismes des Nations unies, de la Croix-Rouge ou encore d'organisations gouvernementales. La plupart opèrent dans le nord et le centre du pays. Les domaines d'intervention sont, par ordre d'importance, la santé, la sécurité alimentaire, l'éducation, la nutrition, la protection, l'eau, l'hygiène et l'assainissement.

<sup>240</sup> OCHA, 05/06/2019, [url](#)

## Résumé

Le président Ibrahim Boubacar Keïta a été réélu pour un deuxième mandat de cinq ans en août 2018. Les élections législatives qui devaient se tenir en octobre 2018 ont été reportées à plusieurs reprises et aucun calendrier n'est arrêté pour leur organisation. Le Premier ministre Soumeylou Boubèye Maïga a démissionné en avril 2019 suite à une motion de censure déposée contre le gouvernement par des députés de la majorité et de l'opposition en raison notamment de sa mauvaise gestion de la situation sécuritaire dans le centre du pays. Un nouveau gouvernement conduit par Boubou Cissé a été formé début mai 2019. Les groupes armés signataires de l'accord de paix de 2015 qui s'étaient à plusieurs reprises affrontés entre 2015 et 2017, ont convenu d'un cessez-le-feu en septembre 2017. Les observateurs internationaux constatent que, depuis lors, les combats ont cessé.

Les conditions de sécurité ont toutefois continué à se dégrader en raison de la multiplication des actions terroristes menées par des groupes djihadistes, en particulier le GSIM et l'EIGS, dans le nord et le centre du pays, d'affrontements intercommunautaires entre Peul, Bambara et Dogon au centre, de violences entre Touareg et Peul ou encore entre Touareg et Arabes au nord du pays. Des groupes d'autodéfense sur base communautaire ont fait leur apparition dans le centre du pays. L'état d'urgence en vigueur depuis novembre 2015 a été prolongé jusqu'en octobre 2019. Fin juin 2019, les Nations unies ont renouvelé pour un an le mandat de la MINUSMA et l'ont étendu au centre du pays. Au niveau régional, le Mali participe à la force conjointe du G5 Sahel qui lutte contre les réseaux terroristes et extrémistes violents, la prolifération d'armes et la criminalité transnationale organisée.

Les principales cibles des attaques terroristes sont les forces internationales et nationales ainsi que les groupes armés signataires de l'accord de paix. Durant la période couverte par ce rapport, l'augmentation importante du nombre d'incidents violents a constitué un risque accru pour la sécurité des civils. Ceux-ci ont par ailleurs été ciblés dans le cadre de violences impliquant des milices communautaires. Plus de 600 civils ont été tués depuis le début de l'année 2019, principalement dans la région centrale de Mopti. Les sources consultées font état de violations des droits de l'homme commises par les différents acteurs au conflit : milices d'autodéfense communautaires, groupes djihadistes, forces de défense et de sécurité et groupes armés signataires de l'accord de paix. Les régions du centre ont été les plus touchées par la violence, tandis que les régions au sud du pays sont celles qui ont été le moins impactées.

En mai 2019, l'ONU recensait 120.067 déplacés à l'intérieur du pays et 138.391 réfugiés dans les pays voisins, à savoir le Burkina Faso, la Mauritanie et le Niger. Le nombre de PDI fuyant les violences au centre du pays a presque quadruplé en un an. Le nombre de réfugiés est resté stable.

Au nord et au centre, l'insécurité et les violences ont un impact négatif sur la vie quotidienne, freinant le redéploiement des forces de défense et de sécurité, le fonctionnement de l'administration et des écoles, la liberté de mouvement, l'accès aux denrées de base, aux soins de santé et à l'aide humanitaire.

## Bibliographie

### Sources écrites et audiovisuelles

ABamako, *134 morts avancé par le secrétaire général de l'ONU dans un communiqué à New York*, 24/03/2019, <http://news.abamako.com/h/209734.html> [consulté le 26/06/2019]

ABamako, *Peuls tués par de présumés chasseurs dogons au Mali : 160 morts (nouveau bilan)*, 25/03/2019, <http://news.abamako.com/h/209869.html> [consulté le 26/06/2019]

Africaguinee, *Bamako : trois militaires guinéens tués lors d'une attaque...*, 23/02/2019, <https://www.africaguinee.com/articles/2019/02/23/bamako-trois-militaires-quineens-tues-lors-d-une-attaque> [consulté le 02/07/2019]

Africanews, *Attaque du quartier général du G5 Sahel au Mali : al-qaida revendique*, 30/06/2018, <http://fr.africanews.com/2018/06/30/attaque-du-quartier-general-du-g5-sahel-au-mali-al-qaida-revendique/> [consulté le 20/09/2018]

Africanews, *Mali : au moins 95 tués dans un village dogon (élu local et source sécuritaire)*, 10/06/2019, <https://fr.africanews.com/2019/06/10/mali-au-moins-95-tues-dans-un-village-dogon-elu-local-et-source-securitaire/> [consulté le 26/06/2019]

Alakhbar, *Mali : Attaque contre le camp de la Minusma à Kidal*, 02/06/2018, <http://fr.alakhbar.info/13676-0-Mali-Attaque-contre-le-camp-de-la-Minusma-a-Kidal.html> [consulté le 19/09/2018]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) (Kishi R., Pavlik M.), *Acled 2018. The year in review*, 11/01/2019, <https://www.acleddata.com/wp-content/uploads/2019/01/ACLED-2018-The-Year-in-Review-Final-Pub-1-1.pdf> [consulté le 04/07/2019]

Aumali, *Police malienne en 2018 : 20 010 patrouilles, 2205 services de maintien d'ordre, 1293 opérations, 20 446 interpellations*, 21/02/2019, <https://aumali.net/police-malienne-en-2018-20-010-patrouilles-2205-services-de-maintien-dordre-1293-operations-20-446-interpellations/> [consulté le 12/07/2019]

Austrian Centre for Country of Origin & Asylum Research and Documentation (ACCORD), *Mali, Third quarter 2018 : Update on incidents according to the Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) – Updated 2<sup>nd</sup> edition compiled by ACCORD*, 12/2018, [https://www.ecoi.net/en/file/local/2002463/2018q3Mali\\_en.pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/2002463/2018q3Mali_en.pdf) [consulté le 11/07/2019]

Austrian Centre for Country of Origin & Asylum Research and Documentation (ACCORD), *Mali, 3. Quartal 2018: Kurzübersicht über Vorfälle aus dem Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED)*, 20/12/2018, [https://www.ecoi.net/en/file/local/2002462/2018q3Mali\\_de.pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/2002462/2018q3Mali_de.pdf) [consulté le 08/07/2019]

Bamada, *Les mouvements touaregs MSA/GATIA et les Peulhs GANDA IZO se mettent ensemble pour sécuriser leurs zones*, 06/05/2018, <http://bamada.net/les-mouvements-touaregs-msa-gatia-et-les-peulhs-ganda-izo-se-mettent-ensemble-pour-securiser-leurs-zones> [consulté le 20/09/2018]

Bamada, *Mali : 6 Touaregs tués par des inconnus armés à la frontière nigérienne*, 20/12/2018, <http://bamada.net/mali-6-touaregs-tues-par-des-inconnus-armes-a-la-frontiere-nigerienne> [consulté le 26/06/2019]

Bamada, *Ménaka : EIGS diffuse des images de propagande sur une attaque contre une position du MSA*, 02/04/2019, <http://bamada.net/menaka-eigs-diffuse-des-images-de-propagande-sur-une-attaque-contre-une-position-du-msa> [consulté le 04/07/2019]

Banouto, *Mali : soupçons de vengeance de l'armée après la mort de civils à Boulikessi*, 21/05/2018, <https://www.banouto.info/article/securite%20humaine/20180521-mali-au-moins-douze-civils-tus--boulikessi-prs-du-burkina-faso/> [consulté le 20/09/2018]

British Broadcasting Corporation (BBC), *Mali : affrontements entre les signataires de l'accord de paix*, 07/07/2017, <https://www.bbc.com/afrique/region-40527973> [consulté le 06/09/2018]

Bruxelles2 (Gros-Verheyde N.), *Attaque terroriste sur le centre de formation de EUTM Mali à Koulikoro cette nuit*, 24/02/2019, <https://www.bruxelles2.eu/2019/02/24/alerte-le-centre-de-formation-de-eutm-mali-attaque-a-koulikouro/> [consulté le 27/06/2019]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), *Accès humanitaire au Mali. Pour des stratégies d'accès plus efficaces. Premier trimestre 2019*, s.d., <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/68509> [consulté le 11/07/2019]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), *Mali : Les besoins humanitaires aigus et urgents dans le centre nécessitent des actions immédiates*, 01/07/2019, [https://reliefweb.int/report/mali/mali-les-besoins-humanitaires-aigus-et-urgents-dans-le-centre-necessitent-des-actions?fbclid=IwAR0LoNwQO4\\_7cqAjAbFYwvOt9y93UmDQxdPCw\\_zHnBpFLiuu49vSQeZQaYU](https://reliefweb.int/report/mali/mali-les-besoins-humanitaires-aigus-et-urgents-dans-le-centre-necessitent-des-actions?fbclid=IwAR0LoNwQO4_7cqAjAbFYwvOt9y93UmDQxdPCw_zHnBpFLiuu49vSQeZQaYU) [consulté le 09/07/2019]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), *Mali : Qui Fait Quoi Où (3W) Présence opérationnelle des acteurs humanitaires en juin 2019*, 05/06/2019, <https://reliefweb.int/report/mali/mali-qui-fait-quoi-o-3w-pr-sence-op-rationnelle-des-acteurs-humanitaires-au-juin-2019> [consulté le 09/07/2019]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), *Mali. Région de Mopti : Carte de référence (septembre 2013)*, s.d., [https://www.google.be/search?q=cercle+koro+et+bankass&source=lnms&tbm=isch&sa=X&ved=0ahUKEwiB4Pyor5jjAhVtQEEAHShbCMsQ\\_AUIECqB&biw=1093&bih=498#imgsrc=-F75iNKyR5rUM:&spf=1562143852346](https://www.google.be/search?q=cercle+koro+et+bankass&source=lnms&tbm=isch&sa=X&ved=0ahUKEwiB4Pyor5jjAhVtQEEAHShbCMsQ_AUIECqB&biw=1093&bih=498#imgsrc=-F75iNKyR5rUM:&spf=1562143852346) [consulté le 02/07/2019]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), *OCHA Mali Rapport de situation - 6 mai 2019*, 06/05/2019, <https://reliefweb.int/report/mali/ocha-mali-rapport-de-situation-6-mai-2019> [consulté le 12/07/2019]

Confédération suisse, Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM), *Focus Mali. Situation sécuritaire*, 07/09/2015, <https://www.sem.admin.ch/dam/data/sem/internationales/herkunftslander/afrika/mli/MLI-sicherheitslage-2015-f.pdf> [consulté le 13/09/2018]

Confédération suisse, Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM), *Note Mali. Situation sécuritaire (état au 14.03.2016)*, 14/03/2016, <https://www.sem.admin.ch/dam/data/sem/internationales/herkunftslander/afrika/mli/MLI-sicherheitslage-2016-f.pdf> [consulté le 22/10/2018]

Courrier international (Gounon C.), *Sahel. L'ONU approuve le déploiement d'une force antiterroriste*, 22/06/2017, <https://www.courrierinternational.com/article/sahel-lonu-approuve-le-deploiement-dune-force-antiterroriste> [consulté le 06/09/2018]

Département d'Etat américain, Bureau de la porte-parole, *Désignation comme terroristes par le département d'Etat de l'Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS) et Adnane Abou Walid al-Sahraoui*, 16/05/2018, <https://translations.state.gov/2018/05/16/designation-comme-terroristes-par-le-departement-detat-de-letat-islamique-dans-le-grand-sahara-eigs-et-adnane-abou-walid-al-sahraoui/> [consulté le 12/09/2018]

Deutsche Welle (DW) (Anaki L.), *Le mandat de la Minusma renouvelé, l'Onu exigeante*, 28/06/2019, <https://www.dw.com/fr/le-mandat-de-la-minusma-renouvel%C3%A9-lonu-exigeante/a-49406830> [consulté le 27/06/2019]

European Union, External Action, *Politique de sécurité et de défense commune. Mission d'entraînement de l'Union Européenne (EUTM Mali)*, 13/06/2019, [http://eutmmali.eu/wp-content/uploads/2019/06/191306-EUTM\\_Mission\\_Factsheet\\_JUN19\\_FR-website.pdf](http://eutmmali.eu/wp-content/uploads/2019/06/191306-EUTM_Mission_Factsheet_JUN19_FR-website.pdf) [consulté le 27/06/2019]

European Union, External action, *Politique de sécurité et de défense commune. Mission d'entraînement de l'Union européenne (EUTM Mali)*, 22/05/2018, [http://eutmmali.eu/wp-content/uploads/2018/05/EUTM\\_Mission\\_Factsheet\\_Mai\\_FR.pdf](http://eutmmali.eu/wp-content/uploads/2018/05/EUTM_Mission_Factsheet_Mai_FR.pdf) [consulté le 06/09/2018]

Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), Association malienne des droits de l'homme (AMDH), *Crimes de guerre au Nord-Mali*, 11/07/2012, <http://www.fidh.org/IMG/pdf/rapmali592f.pdf> [consulté le 13/07/2017]

Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), Association malienne des droits de l'homme (AMDH), *Dans le centre du Mali, les populations prises au piège du terrorisme et du contreterrorisme. Rapport*

d'enquête, 11/2018,

[https://www.fidh.org/IMG/pdf/fidh\\_centre\\_du\\_mali\\_les\\_populations\\_prises\\_au\\_pie\\_ge\\_du\\_terrorisme\\_et\\_contre\\_terrorisme.pdf](https://www.fidh.org/IMG/pdf/fidh_centre_du_mali_les_populations_prises_au_pie_ge_du_terrorisme_et_contre_terrorisme.pdf) [consulté le 09/07/2019]

Forumréfugiés, *Au Mali, l'intensification des violences entraîne une hausse des déplacements forcés*, 05/02/2019, <https://www.forumrefugies.org/s-informer/actualites/au-mali-l-intensification-des-violences-entraîne-une-hausse-des-deplacements-forces> [consulté le 11/07/2019]

France 24, *À Bamako, les Maliens dans la rue pour dire "stop" aux massacres*, 22/06/2019, <https://www.france24.com/fr/20190622-bamako-mali-manifestations-stop-massacres-peuls-dogons> [consulté le 27/06/2019]

France 24, *L'ONU appelle à redéployer sa mission dans le centre du Mali*, 07/06/2019, <https://www.france24.com/fr/20190607-mali-guterres-minusma-strategie-reploiement-casques-bleus-mopti> [consulté le 27/06/2019]

France 24, *Mali : démission du Premier ministre et du gouvernement après le regain de violences*, 19/04/2019, <https://www.france24.com/fr/20190419-mali-demission-premier-ministre-gouvernement-violences-peuls> [consulté le 25/06/2019]

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), *Vers un retour de l'ordre constitutionnel au Mali ?*, 18/04/2012, <http://www.grip.org/fr/node/582> [consulté le 13/07/2017]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Cluster Protection, *Rapport sur les mouvements de population*, 13/06/2019, <https://data2.unhcr.org/fr/documents/details/69974> [consulté le 09/07/2019]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), *Rapport mensuel de monitoring de protection N° 12 - Décembre 2018*, 31/12/2018, <https://reliefweb.int/report/mali/rapport-mensuel-de-monitoring-de-protection-n-12-decembre-2018> [consulté le 05/07/2019]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), *Rapport mensuel de monitoring de protection n°04 - Avril 2019*, 30/04/2019, <https://reliefweb.int/report/mali/rapport-mensuel-de-monitoring-de-protection-n-04-avril-2019> [consulté le 05/07/2019]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), *UNHCR Mali : Rapport Mensuel de Monitoring de Protection mai 2019*, 31/05/2019, <https://data2.unhcr.org/fr/documents/details/70102> [consulté le 05/07/2019]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), *UNHCR Mali : Rapport Mensuel de Monitoring de Protection janvier 2019*, 01/2019, <https://data2.unhcr.org/fr/documents/details/68217> [consulté le 09/07/2019]

Huffpost (Berthelie A.), *Mali: deux soldats français de l'opération Barkhane tués dans l'explosion d'une mine artisanale, un autre blessé*, 21/02/2018, [https://www.huffingtonpost.fr/2018/02/21/mali-deux-soldats-francais-de-loperation-barkhane-tues-dans-lexplosion-dune-mine-artisanale-un-autre-blesse\\_a\\_23367385/](https://www.huffingtonpost.fr/2018/02/21/mali-deux-soldats-francais-de-loperation-barkhane-tues-dans-lexplosion-dune-mine-artisanale-un-autre-blesse_a_23367385/) [consulté le 20/09/2018]

Human Rights Watch (HRW), *« Avant, nous étions des frères ». Exactions commises par des groupes d'autodéfense dans le centre du Mali*, 07/12/2018, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/mali1218\\_web\\_fr\\_0.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/mali1218_web_fr_0.pdf) [consulté le 27/06/2019]

Human Rights Watch (HRW), *Mali : Des milices ont tué plus de 75 civils*, 18/12/2018, <https://www.hrw.org/fr/news/2018/12/18/mali-des-milices-ont-tue-plus-de-75-civils> [consulté le 26/06/2019]

Human Rights Watch (HRW), *Mali : Une vague de meurtres perpétrés par des groupes armés*, 05/04/2017, <https://www.hrw.org/fr/news/2017/04/05/mali-une-vague-de-meurtres-perpetres-par-des-groupes-armes> [consulté le 20/09/2018]

Human Rights Watch (HRW), *Rapport mondial 2019. Mali. Événements de 2018*, 25/01/2019, <https://www.hrw.org/fr/world-report/2019/country-chapters/325739> [consulté le 09/07/2019]

Institut d'études de sécurité (ISS) (Maïga I.), *Groupes armés au Mali : au-delà des étiquettes* in *Rapport sur l'Afrique de l'Ouest*, n° 17, 06/2016, [https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/WestAfricaReport17\\_FR.pdf](https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/WestAfricaReport17_FR.pdf) [consulté le 19/07/2017]

International Crisis Group (ICG), *Crisis Watch April 2018. Mali*, s.d., <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/april-2018> [consulté le 13/09/2018]

- International Crisis Group (ICG), *Crisis Watch August 2018. Mali*, s.d., <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/august-2018#mali> [consulté le 20/09/2018]
- International Crisis Group (ICG), *Crisis Watch February 2018. Mali*, s.d., <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/february-2018> [consulté le 13/09/2018]
- International Crisis Group (ICG), *Crisis Watch July 2018. Mali*, s.d., <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/july-2018> [consulté le 20/09/2018]
- International Crisis Group (ICG), *Crisis Watch June 2018. Mali*, s.d., <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/june-2018> [consulté le 20/09/2018]
- International Crisis Group (ICG), *Crisis Watch March 2018. Mali*, s.d., <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/march-2018> [consulté le 13/09/2018]
- International Crisis Group (ICG), *Crisis Watch May 2018. Mali*, s.d., <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/may-2018> [consulté le 13/09/2018]
- International Crisis Group (ICG), *Mali : la paix à marche forcée ? Rapport n° 226*, 22/05/2015, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/226-mali-an-imposed-peace-french.pdf> [consulté le 19/07/2017]
- International Crisis Group (ICG), *Narcotrafic, violence et politique au Nord du Mali*, 13/12/2018, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/mali/267-narcotrafic-violence-et-politique-au-nord-du-mali> [consulté le 05/07/2019]
- Jeune Afrique (Baba A.), *Mali : une attaque jihadiste fait 37 victimes, dont 27 civils touaregs*, 17/01/2019, <https://www.jeuneafrique.com/708072/politique/mali-une-attaque-dijhadiste-fait-37-victimes-dont-27-civils-touareg/> [consulté le 26/06/2019]
- Jeune Afrique (Diallo A.), *Infographie : les organisations jihadistes gagnent du terrain au Mali*, 19/03/2018, <https://www.jeuneafrique.com/542247/politique/infographie-les-organisations-jihadistes-gagnent-du-terrain-au-mali/> [consulté le 27/06/2019]
- Jeune Afrique (Groga-Bada M.), *Nord-Mali : comment le MNLA a été chassé de Gao*, 04/07/2012, <http://www.jeuneafrique.com/140859/politique/nord-mali-comment-le-mnla-a-t-chass-de-gao/> [consulté le 13/07/2017]
- Jeune Afrique (Mihoubi S.), *Mali : un an après la signature de l'Accord d'Alger, quel avenir pour le Nord ?*, 20/06/2016, <http://www.jeuneafrique.com/334516/politique/mali-paix-ans-apres-signature-de-laccord-dalger/> [consulté le 06/09/2018]
- Jeune Afrique (Sangho I.), *[Tribune] Report des législatives au Mali : la démocratie matraquée*, 06/06/2019, <https://www.jeuneafrique.com/785205/politique/tribune-report-des-legislatives-au-mali-la-democratie-matraquee/> [consulté le 25/06/2019]
- Jeune Afrique, *L'opération militaire française au Mali et au Sahel en chiffres*, 19/05/2017, <http://www.jeuneafrique.com/depeches/440418/politique/loperation-militaire-francaise-mali-sahel-chiffres/> [consulté le 09/08/2017]
- Jeune Afrique, *La force du G5 Sahel reprend ses opérations*, 20/01/2019, <https://www.jeuneafrique.com/711553/politique/la-force-du-g5-sahel-reprend-ses-operations/> [consulté le 01/04/2019]
- Jeune Afrique, *Mali : affrontements entre des islamistes et des touaregs dans le Nord*, 08/06/2012, <http://www.jeuneafrique.com/175718/politique/mali-affrontements-entre-des-islamistes-et-des-touaregs-dans-le-nord/> [consulté le 13/07/2017]
- Jeune Afrique, *Mali : au moins 12 militaires maliens tués dans une attaque de présumés jihadistes*, 21/04/2019, <https://www.jeuneafrique.com/765820/politique/mali-au-moins-10-militaires-maliens-tues-dans-une-attaque-de-presumes-jihadistes/> [consulté le 02/07/2019]
- Jeune Afrique, *Mali : au moins 32 Peuls tués dans une attaque de « chasseurs »*, 24/06/2018, <https://www.jeuneafrique.com/582700/politique/mali-au-moins-32-peuls-tues-dans-une-attaque-de-chasseurs/> [consulté le 20/09/2018]

Jeune Afrique, *Mali : de nouveaux affrontements entre signataires de l'accord de paix dans la région de Kidal*, 12/07/2017, <http://www.jeuneafrique.com/456764/politique/mali-de-nouveaux-affrontements-entre-signataires-de-laccord-de-paix-region-de-kidal/> [consulté le 06/09/2018]

Jeune Afrique, *Mali : le gouverneur de la région de Mopti révoqué après l'attaque d'un village dogon dans le centre du pays*, 13/06/2019, <https://www.jeuneafrique.com/787937/politique/mali-le-gouverneur-de-la-region-de-mopti-revoque-apres-lattaque-dun-village-dogon-dans-le-centre-du-pays/> [consulté le 27/06/2019]

Jeune Afrique, *Mali : Nord cherche État désespérément*, 21/03/2017, <http://www.jeuneafrique.com/mag/411434/politique/mali-nord-cherche-etat-desesperement/> [consulté le 13/09/2018]

Jeune Afrique, *Mali : sept arrestations après le massacre de 37 personnes dans un village peul*, 02/01/2019, <https://www.jeuneafrique.com/698238/politique/mali-sept-arrestations-apres-le-massacre-de-37-personnes-dans-un-village-peul/> [consulté le 26/06/2019]

Jeune Afrique, *Mali : Sidi Mohamed Ag Icharach, le gouverneur de Kidal, fait son retour*, 24/08/2017, <http://www.jeuneafrique.com/468108/politique/mali-sidi-mohamed-ag-icharach-le-gouverneur-de-kidal-fait-son-retour/> [consulté le 06/09/2018]

Jeune Afrique, *Violences dans le centre du Mali : la Minusma renforce sa présence*, 25/06/2019, <https://www.jeuneafrique.com/793619/politique/violences-dans-le-centre-du-mali-la-minusma-renforce-sa-presence/> [consulté le 27/06/2019]

Koaci, *Mali : Une attaque terroriste fait trois morts à Gao, le groupe de soutien à l'Islam revendique*, 13/11/2018, <http://koaci.com/mali-attaque-terroriste-fait-trois-morts-groupe-soutien-lislam-revendique-125088.html> [consulté le 26/06/2019]

Koaci, *Mali : Le FLM d'Amadou Kouafa diffuse sa première vidéo et menace la France et ses alliés*, 19/05/2016, <http://koaci.com/mali-damadou-kouafa-diffuse-premiere-video-menace-france-allies-98611.html> [consulté le 19/07/2017]

Koulouba, *Mopti/interdiction de circuler entre 18H et 6H : Une mesure strictement respectée par les usagers*, 22/02/2019, <https://koulouba.com/nord-mali/mopti-interdiction-de-circuler-entre-18h-et-6h-une-mesure-strictement-respectee-par-les-usagers> [consulté le 11/07/2019]

L'Express (Hugeux V.), *La France dans le piège malien*, 05/05/2018, [https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/la-france-dans-le-piege-malien\\_2005524.html](https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/la-france-dans-le-piege-malien_2005524.html) [consulté le 20/09/2018]

L'Indicateur du Renouveau via Bamada, *Dénouement de la crise au centre : un pacte signé entre les mouvements autodéfenses dogon et peulh*, 03/07/2019, <http://bamada.net/denouement-de-la-crise-au-centre-un-pacte-signe-entre-les-mouvements-autodefenses-dogon-et-peulh> [consulté le 09/07/2019]

L'Obs, *Mali : des chasseurs traditionnels "dozos" tuent 37 habitants d'un village peul*, 02/01/2019, <https://www.nouvelobs.com/monde/afrique/20190102.OBS7844/mali-des-chasseurs-traditionnels-dozos-tuent-37-habitants-d-un-village-peul.html> [consulté le 27/06/2019]

L'Orient-Le Jour, *Mali : deux douaniers tués au nord de Bamako*, 24/01/2018, <https://www.lorientlejour.com/article/1096116/mali-deux-douaniers-tues-au-nord-de-bamako.html> [consulté le 20/09/2018]

La Croix, *Mali : nettement distancé par "IBK", le chef de l'opposition appelle à un "large front démocratique"*, 03/08/2018, <https://www.la-croix.com/Monde/Mali-nettement-distance-IBK-chef-opposition-appelle-large-front-democratique-2018-08-03-1300959626> [consulté le 20/09/2018]

La Libre, *Attaque au Mali : 41 morts selon l'ONU, renforts de l'armée*, 20/06/2019, <https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/afp/attaque-au-mali-41-morts-selon-l-onu-renforts-de-l-armee-5d0ac0099978e277965931fc> [consulté le 27/06/2019]

La Libre, *Mali : 38 civils tués dans de nouvelles attaques, l'armée victime d'une embuscade*, 18/06/2019, <https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/afp/mali-38-civils-tues-dans-de-nouvelles-attaques-l-armee-victime-d-une-embuscade-5d0958b6d8ad580bf065a09c> [consulté le 27/06/2019]

- La Libre, *Mali: 6 Dogons tués après 160 Peuls, l'ONU appelle au calme*, 27/03/2019, <https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/belga/mali-6-dogons-tues-apres-160-peuls-l-onu-appelle-au-calme-5c9ad945d8ad5874771fb881> [consulté le 26/06/2019]
- La Libre, *Mali: le président Ibrahim Boubacar Keïta réélu avec 67,17% des voix*, 16/08/2018, <http://www.lalibre.be/dernieres-depeches/afp/mali-le-president-ibrahim-boubacar-keita-reelu-avec-67-17-des-voix-5b75540f5532692548b73105> [consulté le 20/09/2018]
- Le Figaro, *Mali : arrestation de djihadistes*, 13/12/2018, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2018/12/13/97001-20181213FILWWW00069-mali-arrestation-de-djihadistes.php> [consulté le 26/06/2019]
- Le Figaro, *Mali: Ibrahim B. Keïta élu avec 77,61%*, 15/08/2013, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/08/15/97001-20130815FILWWW00077-mali-ibrahim-b-keita-elu-avec-7761.php> [consulté le 13/07/2017]
- Le Figaro, *Mali: sept soldats maliens et un civil tués*, 27/09/2018, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2018/09/27/97001-20180927FILWWW00229-mali-sept-soldats-maliens-et-un-civil-tues.php> [consulté le 01/10/2018]
- Le Monde (Bozonnet C., Guibert N.), *Un important chef djihadiste « probablement » tué par l'armée française au Mali*, 23/11/2018, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/11/23/un-important-chef-djihadiste-probablement-tue-par-l-armee-francaise-au-mali\\_5387870\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/11/23/un-important-chef-djihadiste-probablement-tue-par-l-armee-francaise-au-mali_5387870_3212.html) [consulté le 27/06/2019]
- Le Monde, *Au Mali, une dizaine de civils tués dans un incident impliquant l'armée*, 21/05/2018, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/05/21/au-mali-une-dizaine-de-civils-tues-dans-un-incident-impliquant-l-armee\\_5302255\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/05/21/au-mali-une-dizaine-de-civils-tues-dans-un-incident-impliquant-l-armee_5302255_3212.html) [consulté le 20/09/2018]
- Le Monde, *Au Mali, une vingtaine de morts dans une attaque*, 28/05/2018, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/05/28/au-mali-une-vingtaine-de-morts-dans-une-attaque\\_5305658\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/05/28/au-mali-une-vingtaine-de-morts-dans-une-attaque_5305658_3212.html) [consulté le 23/10/2018]
- Le Monde, *Le Mali demande une « présence accrue » de casques bleus dans le centre du pays*, 13/06/2019, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/06/13/le-mali-demande-une-presence-accrue-de-casques-bleus-dans-le-centre-du-pays\\_5475490\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/06/13/le-mali-demande-une-presence-accrue-de-casques-bleus-dans-le-centre-du-pays_5475490_3212.html) [consulté le 27/06/2019]
- Le Monde, *Mali : 21 militaires maliens tués dans l'attaque du camp militaire de Dioura*, 17/03/2019, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/03/17/mali-lourd-bilan-apres-l-attaque-d-un-camp-militaire\\_5437376\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/03/17/mali-lourd-bilan-apres-l-attaque-d-un-camp-militaire_5437376_3212.html) [consulté le 27/06/2019]
- Le Monde, *Mali : attaque contre un camp militaire dans le nord du pays*, 27/01/2018, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/01/27/mali-attaque-contre-un-camp-militaire-dans-le-nord-du-pays\\_5248112\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/01/27/mali-attaque-contre-un-camp-militaire-dans-le-nord-du-pays_5248112_3212.html) [consulté le 06/09/2018]
- Le Monde, *Mali : des camps de l'armée et de l'ONU visés par des tirs d'obus à Tombouctou*, 22/04/2018, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/04/22/explosions-pres-des-bases-de-la-minusma-et-de-la-force-francaise-barkhane-tombouctou-au-mali\\_5289063\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/04/22/explosions-pres-des-bases-de-la-minusma-et-de-la-force-francaise-barkhane-tombouctou-au-mali_5289063_3212.html) [consulté le 20/09/2018]
- Le Monde, *Mali : une dizaine de civils tués dans une attaque près de la frontière nigérienne*, 16/07/2018, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/07/16/mali-une-dizaine-de-tues-dans-une-attaque-pres-de-la-frontiere-nigerienne\\_5331860\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/07/16/mali-une-dizaine-de-tues-dans-une-attaque-pres-de-la-frontiere-nigerienne_5331860_3212.html) [consulté le 20/09/2018]
- Le Parisien, *Mali : un groupe lié à Daech revendique l'attentat contre trois soldats français*, 12/01/2018, <http://www.leparisien.fr/international/mali-trois-soldats-francais-blesses-dans-un-attentat-12-01-2018-7497123.php> [consulté le 20/09/2018]
- Le Pays (Togola F.) via Maliactu, *Mali : Crise intercommunautaire au centre du Mali : L'accord trouvé entre les parties prenantes, en phase de se dégrader*, 05/09/2018, <https://maliactu.net/mali-crise-intercommunautaire-au-centre-du-mali-laccord-trouve-entre-les-parties-prenantes-en-phase-de-se-degenerer/> [consulté le 20/09/2018]
- Le Pays, *Attaques terroristes tous azimuts au Mali : Une tragédie sans fin ?*, 17/03/2019, <http://lepays.bf/attaques-terroristes-tous-azimuts-au-mali-une-tragedie-sans-fin/> [consulté le 27/06/2019]

- Le Point (Dubois O.), *Mali - Youssouf Toloba : « Notre mouvement cible les malfaiteurs, pas une ethnie »*, 12/12/2018, [https://www.lepoint.fr/afrique/mali-youssouf-toloba-notre-mouvement-cible-les-malfaiteurs-pas-une-ethnie-12-12-2018-2278819\\_3826.php](https://www.lepoint.fr/afrique/mali-youssouf-toloba-notre-mouvement-cible-les-malfaiteurs-pas-une-ethnie-12-12-2018-2278819_3826.php) [consulté le 27/06/2019]
- Le Point (Dubois O.), *Mali : la guerre dans un imbroglio de milices*, 28/03/2019, [https://www.lepoint.fr/afrique/mali-la-guerre-dans-un-imbroglio-de-milices-28-03-2019-2304521\\_3826.php](https://www.lepoint.fr/afrique/mali-la-guerre-dans-un-imbroglio-de-milices-28-03-2019-2304521_3826.php) [consulté le 27/06/2019]
- Le Point, *Guillaume Ngefa : « La situation des droits de l'homme au Mali reste préoccupante »*, 06/05/2019, [https://www.lepoint.fr/afrique/guillaume-ngefa-la-situation-des-droits-de-l-homme-au-mali-reste-preoccupante-06-05-2019-2310997\\_3826.php](https://www.lepoint.fr/afrique/guillaume-ngefa-la-situation-des-droits-de-l-homme-au-mali-reste-preoccupante-06-05-2019-2310997_3826.php) [consulté le 27/06/2019]
- Le Républicain (Sogodogo A.) via Maliactu, *Mali : Tuerie à Sobame Da. Le bilan revu à la baisse, 6 personnes interpellées. Le gouverneur de Mopti Sidy Touré limogé*, 13/06/2019, <https://maliactu.net/mali-tuerie-a-sobame-da-le-bilan-revu-a-la-baisse-6-personnes-interpellees-le-gouverneur-de-mopti-sidy-toure-limoge/> [consulté le 26/06/2019]
- Le Républicain via aBamako, *Processus de paix au Mali : La CMA et la Plateforme signent une trêve de 15 jours*, 24/08/2017, <http://news.abamako.com/h/168759.html> [consulté le 06/09/2018]
- Le Télégramme, *Mali : 17 civils tués par l'explosion d'un cadavre piégé*, 27/02/2019, <https://www.letelegramme.fr/monde/mali-17-civils-tues-par-l-explosion-d-un-cadavre-piege-27-02-2019-12218789.php> [consulté le 26/06/2019]
- Liberté Algérie (Benyoub D.), *Mali : les signataires s'accordent une nouvelle trêve*, 10/09/2017, <https://www.liberte-algerie.com/international/mali-les-signataires-saccordent-une-nouvelle-treve-277004> [consulté le 06/09/2018]
- Liberté Algérie, *Mali: au moins 5 civils tués à Menaka dans le nord-est du pays*, 10/05/2018, <https://www.liberte-algerie.com/international/mali-au-moins-5-civils-tues-a-menaka-dans-le-nord-est-du-pays-292626> [consulté le 20/09/2018]
- Long War Journal (Weiss C.), *Analysis: Merger of Al Qaeda groups threatens security in West Africa*, 18/03/2017, <http://www.longwarjournal.org/archives/2017/03/analysis-merger-of-al-qaeda-groups-threatens-security-in-west-africa.php> [consulté le 01/08/2017]
- Mali7, *Mali: 11 terroristes et un militaire tués lors d'une embuscade dans la forêt de Soumouni*, 31/08/2018, <https://mali7.net/2018/08/31/mali-11-terroristes-et-un-militaire-tus-lors-dune-embuscade-dans-la-for-et-de-soumouni-2/> [consulté le 20/09/2018]
- Maliactu, *Mali: au moins 5 civils tués dans des violences intercommunautaires*, 11/05/2018, <https://maliactu.net/mali-au-moins-5-civils-tues-dans-des-violences-intercommunautaires/> [consulté le 20/09/2018]
- Malinet, *Nouvelle vidéo de propagande de l'EIGS: La Coalition MSA/GATIA de nouveau ciblée*, 13/02/2019, <http://www.malinet.net/editorial/nouvelle-video-de-propagande-de-leigs-la-coalition-msagatia-de-nouveau-ciblee/> [consulté le 04/07/2019]
- Maliweb (Togola M.), *Global Fire Power 2019: Le Mali classé deuxième puissance militaire de la CEDEAO*, 10/03/2019, <https://www.maliweb.net/armee/global-fire-power-2019-le-mali-classe-deuxieme-puissance-militaire-de-la-cedeao-2807645.html> [consulté le 27/06/2019]
- Mandeinfos, *Mali : le JNIM revendique l'attaque contre un camp militaire à Koulikoro*, 27/02/2019, <https://www.mandeinfos.com/2019/02/27/mali-le-jnim-revendique-lattaque-contre-un-camp-militaire-a-koulikoro/> [consulté le 27/06/2019]
- MINUSMA, *Affrontements aux alentours de Talataye*, 04/05/2019, <https://minusma.unmissions.org/affrontements-aux-alentours-de-talataye> [consulté le 05/07/2019]
- MINUSMA, *Au Mali, l'ONU a développé un plan d'urgence pour la région de Mopti en proie à la violence*, 23/06/2019, <https://minusma.unmissions.org/au-mali-l-ONU-a-developpe-un-plan-d-urgence-pour-la-region-de-mopti-en-proie-a-la-violence> [consulté le 27/06/2019]

- MINUSMA, *Point de presse de la MINUSMA du 8 février 2018*, 09/02/2018, <https://minusma.unmissions.org/point-de-presse-de-la-minusma-du-8-f%C3%A9vrier-2018> [consulté le 13/09/2018]
- MINUSMA, *Protection des civils, paix et développement au cœur de la lutte antimines au Mali*, 06/04/2018, <https://minusma.unmissions.org/protection-des-civils-paix-et-d%C3%A9veloppement-au-c%C5%93ur-de-la-lutte-antimines-au-mali> [consulté le 06/09/2018]
- Mondafrique (Kaba Diané S.), *Mali, 3000 djihadistes se jouent de 30000 soldats*, 28/07/2018, <https://mondafrique.com/au-mali-3-000-djihadistes-se-jouent-de-30-000-soldats/> [consulté le 06/09/2018]
- Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, *Lettre datée du 8 août 2018, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts créé en application de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité sur le Mali S/2018/581*, 09/08/2018, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/N1823299.DOC.pdf> [consulté le 06/09/2018]
- Nations unies, Conseil de sécurité via Reliefweb, *Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali S/2017/271*, 30/03/2017, <http://reliefweb.int/report/mali/rapport-du-secr-taire-g-n-ral-sur-la-situation-au-mali-s2017271> [consulté le 18/07/2017]
- Nations unies, Conseil de sécurité, *Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali S/2018/866*, 25/09/2018, <https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/n1829039.pdf> [consulté le 10/10/2018]
- Nations unies, Conseil de sécurité, *Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali S/2018/273*, 29/03/2018, <http://undocs.org/fr/S/2018/273> [consulté le 06/09/2018]
- Nations unies, Conseil de sécurité, *Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali S/2018/541*, 06/06/2018, <http://undocs.org/fr/S/2018/541> [consulté le 06/09/2018]
- Nations unies, Conseil de sécurité, *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général, S/2019/262*, 26/03/2019, <https://undocs.org/fr/S/2019/262> [consulté le 25/06/2019]
- Nations unies, Conseil de sécurité, *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général, S/2019/454*, 31/05/2019, <https://undocs.org/fr/S/2019/454> [consulté le 25/06/2019]
- ONU Info (Dicko H.), *Mali : un Casque bleu tué à Tombouctou et trois autres blessés à Tessalit*, 18/05/2019, <https://news.un.org/fr/story/2019/05/1043791> [consulté le 02/07/2019]
- Opex360 (Lagneau L.), *Mali : Au moins 12 civils tués lors d'une attaque dans la région de Menaka*, 26/09/2018, <http://www.opex360.com/2018/09/26/mali-12-civils-tues-lors-dune-attaque-region-de-menaka/> [consulté le 01/10/2018]
- Opex360 (Lagneau L.), *Mali : Cinq militaires français ont été blessés à Kidal*, 22/03/2018, <http://www.opex360.com/2018/03/22/mali-cinq-militaires-francais-ont-ete-blesses-a-kidal/> [consulté le 20/09/2018]
- Radio France internationale (RFI) (Chanda T.), *Les grandes dates de la crise malienne*, 23/07/2013, <http://www.rfi.fr/afrique/20130719-mali-presidentielle-dates-chronologie-crise> [consulté le 13/07/2017]
- Radio France internationale (RFI) (Jouve A.), *Forces et groupes armés au Mali: qui est qui ?*, 24/03/2016, <http://www.rfi.fr/afrique/20160318-echiquier-malien-groupes-armes-azawad-aqmi-fama> [consulté le 06/09/2018]
- Radio France internationale (RFI), *La Minusma confirme une bavure de militaires maliens du G5 Sahel à Boulikessi*, 27/06/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180627-minusma-bavure-militaires-maliens-g5-sahel-boulikessi> [consulté le 20/09/2018]
- Radio France internationale (RFI), *L'accord de paix pour le nord du Mali officiellement ratifié*, 20/06/2015, <http://www.rfi.fr/afrique/2min/20150620-mali-signature-accord-paix-bamako-cma-azawad> [consulté le 06/09/2018]
- Radio France internationale (RFI), *Mali : le MNLA évincé de son dernier bastion d'Ansongo*, 12/07/2012, <http://www.rfi.fr/afrique/20120712-mali-le-mnla-evince-son-dernier-bastion-ansongo> [consulté le 13/07/2017]

Radio France internationale (RFI), *Mali: à Gao, coup d'envoi des patrouilles mixtes pour sécuriser le Nord*, 24/02/2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170224-mali-gao-coup-envoi-patrouilles-mixtes-nord-plateforme-azawad-moc> [consulté le 27/07/2017]

Radio France internationale (RFI), *Mali: à Gao, la situation sécuritaire est inquiétante*, 05/02/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180205-mali-gao-situation-securitaire-inquietante-al-sahraoui-ei> [consulté le 20/09/2018]

Radio France internationale (RFI), *Mali: accrochage dans le Nord entre l'armée et des présumés jihadistes*, 18/10/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20181018-mali-accrochage-le-nord-entre-armee-presumes-jihadistes> [consulté le 26/06/2019]

Radio France internationale (RFI), *Mali: des «civils» ou des «terroristes» tués à Boulikessi?*, 21/05/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180521-mali-civils-terroristes-tues-boulikessi> [consulté le 20/09/2018]

Radio France internationale (RFI), *Mali: deux casques bleus tués dans une attaque dans le Nord*, 28/10/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20181028-mali-casques-bleus-tues-attaque-nord-centre> [consulté le 26/06/2019]

Radio France internationale (RFI), *Mali: escalade de violences au Mali dans la zone de Ménaka*, 03/05/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180502-mali-escalade-violences-mali-zone-menaka-peuls-touaregs> [consulté le 20/09/2018]

Radio France internationale (RFI), *Mali: le MSA intègre la plateforme des mouvements armés du Nord*, 14/07/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190714-mali-msa-mouvement-azawad-plateforme-mouvements-armes-nord> [consulté le 14/07/2019]

Radio France internationale (RFI), *Mali: qui est Dan Nan Ambassagou, la milice accusée du massacre d'Ogossagou?*, 25/03/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190325-mali-milice-dan-nan-ambassagou-milice-accusee-massacre-ogossagou> [consulté le 27/06/2019]

Radio France internationale (RFI), *Mali: situation sécuritaire toujours aussi précaire dans le nord*, 07/01/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180107-mali-attaque-jihadistes-qatia-menaka-adnane-abou-walid-al-sahraoui> [consulté le 20/09/2018]

Radio France internationale (RFI), *Mali: très lourd bilan de l'attaque contre l'armée à Dioura*, 17/03/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190317-mali-bilan-attaque-contre-armee-dioura-pourrait-etre-tres-lourd> [consulté le 02/07/2019]

Radio France internationale (RFI), *Mali: un convoi de l'armée attaqué dans la région de Ségou*, 31/07/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180801-mali-convoi-armee-attaque-region-segou-materiel-electoral> [consulté le 20/09/2018]

Radio France internationale (RFI), *Mali: vive émotion et de nombreuses questions après le massacre de Sobane*, 11/06/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190611-mali-vive-emotion-nombreuses-questions-apres-le-massacre-sobane> [consulté le 26/06/2019]

Radio France internationale (RFI), *Massacre au Mali: IBK remplace son état-major et dissout la milice dogon*, 24/03/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190324-mali-consternation-secours-massacre-centre-peuls-ogossagou> [consulté le 27/06/2019]

Radio France internationale (RFI), *Négociations Touaregs-Etat malien: accord officiellement signé à Ouagadougou*, 18/06/2013, <http://www.rfi.fr/afrique/20130618-negociations-touaregs-mali-accord-signe-ouagadougou-mnla-azawad-hcua> [consulté le 13/07/2017]

Radio France internationale (RFI), *Présidentielle au Mali: ce qu'il faut savoir sur le scrutin*, 29/07/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180729-presidentielle-mali-il-faut-savoir-le-scrutin> [consulté le 19/09/2018]

République française, ministère des Armées, *Dossier de presse. Opération Barkhane*, 05/2017, [http://www.defense.gouv.fr/content/download/492362/8406707/20170519\\_NP\\_EMA%20CABCOM\\_Dossier-de-Presse-Barkhane%20valid%C3%A9.pdf](http://www.defense.gouv.fr/content/download/492362/8406707/20170519_NP_EMA%20CABCOM_Dossier-de-Presse-Barkhane%20valid%C3%A9.pdf) [consulté le 18/07/2017]

République française, ministère des Armées, *Dossier de presse. Opération Barkhane*, 02/2019, [https://www.defense.gouv.fr/english/content/download/492362/8406707/20190215\\_NP\\_EMA%20CABCOM\\_DP%20BARKHANE\\_V0.pdf](https://www.defense.gouv.fr/english/content/download/492362/8406707/20190215_NP_EMA%20CABCOM_DP%20BARKHANE_V0.pdf) [consulté le 27/06/2019]

- Reuters, *Gunmen kill 14 civilians in northeast Mali village*, 16/07/2018, <https://www.reuters.com/article/us-mali-security/gunmen-kill-14-civilians-in-northeast-mali-village-idUSKBN1K61V1> [consulté le 20/09/2018]
- Sahel 2r3s (Pigné J., Rouppert B.), *Retour sur le Rapport publié par HD Centre, d'Adam THIAM, mars 2017*, 08/06/2017, <https://medium.com/@Sahel2R3S/paris-juin-2017-2feb4282615a> [consulté le 02/08/2017]
- Studio Tamani via Maliweb, *Mise en œuvre de l'accord d'Alger : les MOC de Kidal et Tombouctou « bientôt opérationnels*, 13/04/2018, <https://www.maliweb.net/la-situation-politique-et-securitaire-au-nord/mise-en-oeuvre-de-laccord-dalger-les-moc-de-kidal-et-tombouctou-bientot-operationnels-2750748.html> [consulté le 20/09/2018]
- Studio Tamani, *Insécurité au Sahel, 17 civils tués à la frontière Mali-Niger*, 20/05/2018, <https://minusma.unmissions.org/attaque-sur-le-camp-de-la-minusma-%C3%A0-aguehok-0> [consulté le 20/09/2018]
- Studio Tamani, *Processus de Paix : le MOC de Tombouctou installé*, 26/04/2018, <https://www.studiotamani.org/index.php/politique/15757-processus-de-paix-le-moc-de-tombouctou-installe> [consulté le 20/09/2018]
- Tabital Pulaaku, *Centre du Mali : Une milice peule voit le jour*, 24/05/2018, <http://www.tabitalpulaaku.org/centre-mali-milice-peule-voit-jour/> [consulté le 20/09/2018]
- The Carter Center, *Rapport de l'Observateur indépendant sur la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger. Evaluation en 2018*, 18/02/2019, [https://www.cartercenter.org/resources/pdfs/news/peace\\_publications/conflict\\_resolution/mali-3e-rapport-fr.pdf](https://www.cartercenter.org/resources/pdfs/news/peace_publications/conflict_resolution/mali-3e-rapport-fr.pdf) [consulté le 08/07/2019]
- The Defense Post (Kelly F.), *Roadside bomb blast in Mali kills 9 soldiers in G5 Sahel joint force*, 01/03/2019, <https://thedefensepost.com/2019/03/01/mali-roadside-bomb-kills-q5-sahel-soldiers-boulkessi/> [consulté le 27/06/2019]
- The Defense Post, *Mali soldiers killed in attack on Guiré in the central Koulikoro region*, 21/04/2019, <https://thedefensepost.com/2019/04/21/mali-soldiers-killed-guire-koulikoro/> [consulté le 27/06/2019]
- United States Department of State (USDOS), *Country Reports on Human Rights Practices for 2018. Mali*, 13/03/2019, <https://www.ecoi.net/en/document/2004170.html> [consulté le 09/07/2019]
- Voice of America (VOA), *Des soldats maliens à Kidal pour des patrouilles mixtes*, 05/05/2018, <https://www.voafrique.com/a/des-soldats-maliens-%C3%A0-kidal-pour-des-patrouilles-mixtes/4381208.html> [consulté le 06/09/2018]
- Voice of America (VOA), *L'état d'urgence à nouveau prorogé d'un an au Mali*, 25/10/2018, <https://www.voafrique.com/a/l-%C3%A9tat-d-urgence-%C3%A0-nouveau-prorog%C3%A9-d-un-an-au-mali/4628624.html> [consulté le 25/06/2019]
- Voice of America (VOA), *Quatre soldats tués dans le nord-est du Mali*, 28/01/2018, <https://www.voafrique.com/a/quatre-soldats-tues-dans-le-nord-est-du-mali/4228307.html> [consulté le 20/09/2018]
- Voice of America (VOA), *Tirs d'obus vers un camp de l'armée à Tombouctou*, 22/04/2018, <https://www.voafrique.com/a/tirs-d-obus-vers-un-camp-de-l-arm%C3%A9e-%C3%A0-tombouctou/4360025.html> [consulté le 20/09/2018]
- Wikimedia, *File : Regions of Mali 2016*, s.d., [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Regions\\_of\\_Mali\\_2016.png](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Regions_of_Mali_2016.png) [consulté le 23/10/2018]
- Xinhuanet, *Mali: arrestation de quatre terroristes présumés impliqués dans l'enlèvement de la Colombienne sœur Cécilia Gloria en février 2017*, 14/12/2018, [http://french.xinhuanet.com/2018-12/14/c\\_137672479.htm](http://french.xinhuanet.com/2018-12/14/c_137672479.htm) [consulté le 26/06/2019]